

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 50

9 janvier 2009

SOMMAIRE

Accel S.A.	2356	Landschaftsgärtnerei Jacques Cremers G.m.b.H.	2359
Agence Immobilière Claude Michels S.à r.l.	2361	LaSalle Asia Opportunity III, S.à.r.l.	2356
Androclès	2398	LaSalle French Investments	2357
ArcelorMittal Commercial Sections S.A.	2362	LaSalle German Income and Growth 2 Luxembourg S.à r.l.	2356
A-Trade S.A.	2398	LaSalle Japan Logistics (JPY) S.à r.l.	2359
Biday Immobilière S.A.	2400	LaSalle Japan Logistics S.à r.l.	2358
CalEast Holdings	2358	Le Clos des Grands Crus S.à r.l.	2355
Caryatide S.à r.l.	2393	LEG II Laatzten S.à r.l.	2355
CG Cube S.A.	2357	Luxklima S.à r.l.	2356
CG Cube S.A.	2354	Lux T.P. S.A.	2364
CG Cube S.A.	2355	Malex S.à r.l.	2394
CG Cube S.A.	2355	Marrow Asset Management S.A.	2366
CG Cube S.A.	2354	Matrice International S.A.	2364
Chaussures Ries S.à.r.l.	2358	M.Hahn S.à r.l.	2364
Deluxegroup S.A.	2361	Mode Paris London	2357
De Pechert S.à r.l.	2362	Morgan Stanley San Donato S.à r.l.	2367
D.E. Shaw Laminar Luxembourg, S. à r.l.	2366	MSD Capital S.à r.l.	2365
Entreprise de Construction G. Parmentier S.à.r.l.	2363	Orbital S.à r.l.	2361
Entreprise J.P. Becker S.A.	2363	Para-DL S. à r.l.	2365
Evraz Group S.A.	2400	Pentair International Sàrl	2366
Foncière des Neiges Sàrl	2360	Pizza & Pasta Presto Presto S.à r.l.	2354
Gaardenkarisma S. à r.l.	2360	Power-Ars	2363
Gaichel Invest Holding S.A.	2362	PRESENCE Communication et Production S.à r.l.	2364
Héritage Commercial Ventures S.A.	2365	Prisma S.A.	2359
HMD Investissements S.A.	2389	Prisma S.A.	2362
I.C.D. International Cosmetic Development S.A.	2361	Sagamonte SA	2365
Icom.International S.A.	2366	Schränerei Conrardy Succ. Jacques & Thorn S.à r.l.	2360
Inter-Garage S.à.r.l.	2399	Security Capital (EU) Management Holdings S.A.	2396
International Engineering Holding S.E.	2374	Sarka S.A.	2363
IPV S.à r.l.	2354	Stark Corvus S.à r.l.	2368
Irish Public Bar S.à r.l.	2359	Toiture Romain Ciuca et Cie S.à r.l.	2357
IT-Managed Services S.A. (ITMS S.A.) ...	2360		
Juttel S.à.r.l.	2358		

CG3, CG Cube S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 89.438.

Le Bilan au 31/12/2006 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Adm-délégué

Référence de publication: 2008158086/1611/13.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04254. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

CG3, CG Cube S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 89.438.

Le Bilan au 31/12/2005 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
adm-délégué

Référence de publication: 2008158084/1611/13.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04203. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Pizza & Pasta Presto Presto S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6686 Mertert, 51, route de Wasserbillig.
R.C.S. Luxembourg B 79.642.

Le Bilan au 30.10.2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158140/7564/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05610. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

IPV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8245 Mamer, 25, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 120.153.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2008.

LUXCOMPTA Sàrl
25, rue de la Libération
L-8245 MAMER
Signature

Référence de publication: 2008158077/679/16.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05105. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

CG3, CG Cube S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 89.438.

Le Bilan au 31/12/2003 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Adm-délégué

Référence de publication: 2008158088/1611/13.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04211. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

CG3, CG Cube S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 89.438.

Le Bilan au 31/12/2004 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Administrateur-délégué

Référence de publication: 2008158089/1611/13.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04182. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

LEG II Laatzén S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 105.046.

Le bilan au 31 août 2007 au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008158091/2570/12.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06761. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Le Clos des Grands Crus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3372 Leudelage, 9, rue Nicolas Brosius.
R.C.S. Luxembourg B 86.974.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2008.

LUXCOMPTA Sàrl
25, rue de la Libération
L-8245 MAMER
Signature

Référence de publication: 2008158079/679/16.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05101. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

LaSalle Asia Opportunity III, S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 129.090.

Les comptes consolidés du 18 mai 2007 (date d'incorporation) au 31 décembre 2007 de LaSalle Asia Opportunity Fund III L.P., société mère de LaSalle Asia Opportunity III, Sàrl, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008158129/2570/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06744. - Reçu 44,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

LaSalle German Income and Growth 2 Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 122.032.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2007 de LaSalle German Income and Growth L.P., société mère de LaSalle German Income and Growth 2 Luxembourg Sàrl, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008158131/2570/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06728. - Reçu 50,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Luxklima S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6440 Echternach, 57, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 96.224.

Le Bilan au 31.12.2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158142/7564/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05607. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Accel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4985 Sanem, 5, rue du Verger.
R.C.S. Luxembourg B 99.206.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2008.

LUXCOMPTA Sàrl
25, rue de la Libération
L-8245 MAMER
Signature

Référence de publication: 2008158080/679/16.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05098. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

CG3, CG Cube S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 89.438.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Adm-délégué

Référence de publication: 2008158082/1611/13.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04192. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

LaSalle French Investments, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 110.375.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2007 de LaSalle French Fund II L.P., société mère de LaSalle French Investments, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008158128/2570/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06749. - Reçu 40,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Toiture Romain Ciuca et Cie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4873 Lamadelaine, 16, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 44.703.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2008.

LUXCOMPTA Sàrl
25, rue de la Libération
L-8245 MAMER
Signature

Référence de publication: 2008158078/679/16.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05102. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Mode Paris London, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9051 Ettelbruck, 92, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 102.759.

Le bilan au 31.03.2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008158021/718/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07189. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Chaussures Ries S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6830 Berbourg, 8B, rue Kelterbiereg.
R.C.S. Luxembourg B 79.627.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18.12.2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158019/718/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07191. - Reçu 20,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

CalEast Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 114.711.

Les comptes consolidés au 30 juin 2008 de CalEast Europe Limited Partnership, société mère de CalEast Holdings, ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008158135/2570/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06739. - Reçu 38,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

LaSalle Japan Logistics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 101.072.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2007 de LaSalle Japan Logistics Fund I LP, société mère de LaSalle Japan Logistics Sàrl, ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008158138/2570/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06726. - Reçu 46,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Juttel S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9255 Diekirch, 8, place de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 94.591.

Le Bilan au 31/12/2007 a été déposé au Registre de Commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Fiduciaire Weber Bontemps & Mouwannes

Experts Comptables et Fiscaux

Signature

Référence de publication: 2008158076/8390/16.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05131. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Irish Public Bar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3510 Dudelange, 15, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 47.992.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2008.

LUXCOMPTA Sàrl
25, rue de la Libération
L-8245 MAMER
Signature

Référence de publication: 2008158081/679/16.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05097. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Prisma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6947 Niederanven, Zone Industrielle Bombicht.
R.C.S. Luxembourg B 47.006.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRISMA SA
Signature

Référence de publication: 2008158156/3206/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06365. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

LaSalle Japan Logistics (JPY) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 102.729.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2007 de LaSalle Japan Logistics Fund II LP, société mère de LaSalle Japan Logistics (JPY) Sàrl, ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008158133/2570/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06721. - Reçu 46,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Landschaftsgärtnerei Jacques Cremers G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8540 Ospern, 43, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 103.408.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008158022/718/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07185. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Foncière des Neiges Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 105.668.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158195/1268/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04721. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

IT-Managed Services S.A. (ITMS S.A.), Société Anonyme.

Siège social: L-1458 Luxembourg, 5, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 96.686.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IT-MANAGED SERVICES SA

Signature

Référence de publication: 2008158167/3206/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06349. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Schränerei Conrardy Succ. Jacques & Thorn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3932 Mondercange, 5A, rue de Limpach.

R.C.S. Luxembourg B 83.797.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2008.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2008158175/1132/14.

Enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 2008, réf. LSO-CV01569. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Gaardenkarisma S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7555 Mersch, 6, rue Jean Majerus.

R.C.S. Luxembourg B 123.233.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour compte de GAARDENKARISMA Sàrl

Fiduplan S.A.

Signature

Référence de publication: 2008158187/752/15.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05599. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

I.C.D. International Cosmetic Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 47.374.

Le Bilan au 30 juin 2008 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour I.C.D. International Cosmetic Development S.A.

M. Julien François

Administrateur

Référence de publication: 2008158183/1084/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05321. - Reçu 30,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080186651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Orbital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7217 Bereldange, 66, rue de Bridel.

R.C.S. Luxembourg B 87.374.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour compte de ORBITAL Sàrl

Fiduplan S.A.

Signature

Référence de publication: 2008158189/752/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05591. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080187091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Agence Immobilière Claude Michels S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5552 Remich, 54, route de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 47.490.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Agence Immobilière Claude Michels S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008158161/3206/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06360. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080187032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Deluxegroup S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 77.771.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158196/1268/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05184. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080187085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

ArcelorMittal Commercial Sections S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4221 Esch-sur-Alzette, 66, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 36.177.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008158201/571/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX04966. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Prisma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6947 Niederanven, Zone Industrielle Bombicht.
R.C.S. Luxembourg B 47.006.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRISMA SA

Signature

Référence de publication: 2008158159/3206/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06362. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Gaichel Invest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 49.403.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG)

Signature

Référence de publication: 2008158231/636/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05720. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

De Pechert S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6715 Grevenmacher, 20, rue Boland.
R.C.S. Luxembourg B 67.362.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/12/2008.

De Pechert sàrl.

Peter Czibula

Associé

Référence de publication: 2008158230/2919/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07952. - Reçu 95,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Power-Ars, Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, Bohey.
R.C.S. Luxembourg B 128.166.

Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 18 décembre 2008.

Pour Fiduciaire Internationale SA

Signature

Référence de publication: 2008158243/1004/15.

Enregistré à Diekirch, le 15 décembre 2008, réf. DSO-CX00188. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080187020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Sorca S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 97.216.

FIDEX AUDIT S.à r.l., Luxembourg, démissionne de son poste de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

Le siège de la société situé jusqu'alors au 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, est dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 8 décembre 2008.

SOFINEX S.A., Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2008158272/783/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05953. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Entreprise J.P. Becker S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2266 Luxembourg, 25, rue d'Oradour.

R.C.S. Luxembourg B 20.154.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS

Signature

Référence de publication: 2008158234/1682/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06225. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Entreprise de Construction G. Parmentier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 45C, route de Weiswampach.

R.C.S. Luxembourg B 106.457.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 18.12.2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158239/800260/12.

Enregistré à Diekirch, le 18 décembre 2008, réf. DSO-CX00270. - Reçu 93,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080186550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

M.Hahn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6440 Echternach, 56, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 113.055.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 16.12.2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158253/800572/12.

Enregistré à Diekirch, le 11 décembre 2008, réf. DSO-CX00166. - Reçu 97,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080186791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Lux T.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 11.570.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS

Signature

Référence de publication: 2008158232/1682/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06226. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

PRESENCE Communication et Production S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9647 Doncols, 36, Bohey.
R.C.S. Luxembourg B 49.931.

Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 18 décembre 2008.

Pour Fiduciaire Internationale SA

Signature

Référence de publication: 2008158251/1004/15.

Enregistré à Diekirch, le 15 décembre 2008, réf. DSO-CX00189. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080187005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Matrice International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8805 Rambrouch, 33, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 80.362.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2008.

EASIT SA

Signature

Référence de publication: 2008159364/3579/14.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07828. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Sagamonte SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4031 Esch-sur-Alzette, 32A, rue Zénon Bernard.
R.C.S. Luxembourg B 108.550.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2008.

EASIT SA

Signature

Référence de publication: 2008159367/3579/14.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07831. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Para-DL S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 88.554.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158305/607/12.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06601. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

MSD Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 111.178.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} septembre 2008.

LUXFIDUCIA S.à r.l.

16, rue de Nassau - L-2213 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008158312/1629/15.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2008, réf. LSO-CX02261. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Héritage Commercial Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.
R.C.S. Luxembourg B 105.172.

Le bilan au 31 décembre 2007, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008159380/833/13.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX06923. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

D.E. Shaw Laminar Luxembourg, S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.
R.C.S. Luxembourg B 113.010.

Le bilan au 31 décembre 2007, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008159373/833/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX06925. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Marrow Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5371 Schuttrange, 4, rue Hoimesbusch.
R.C.S. Luxembourg B 89.872.

Le bilan au 31 décembre 2007, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008159382/833/13.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07889. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080188091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Pentair International Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 80.928.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 décembre 2008.

LUXFIDUCIA S.à r.l.

16, rue de Nassau - L-2213 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008158308/1629/15.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06641. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Icom.International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.
R.C.S. Luxembourg B 116.022.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008158294/1185/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04572. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Morgan Stanley San Donato S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 134.185.

In the year two thousand eight, on the twenty-seventh day of November.
Before Us, Maître Paul DECKER, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

1.- The company Morgan Stanley International Holdings INC, having its registered office in USA 19801 Delaware, 1209, Orange Street (Delaware File N°3669908)

2.- The limited company MORGAN STANLEY CLARE S.à r.l., having its registered office in L-2520 Luxembourg, 1, Allée Scheffer (RCS Luxembourg N°B. 117.992)

both here represented by Mr Max MAYER, employee, residing professionally in L-2740 Luxembourg, 3, rue Nicolas Welter by virtue of two proxies given under private seal on November 24th and 25th, 2008.

Said proxies after being initialled "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

The appearing, represented as foresaid, are the sole shareholders of the private limited liability company MORGAN STANLEY SAN DONATO S.à r.l. having its registered office in L-2520 Luxembourg, 1, Allée Scheffer (the "Company"), registered at the Companies and Trade Register of Luxembourg, under section B, number 134.185

incorporated pursuant to a deed of Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven, on November 14th, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Number 42 on January 8th, 2008, amended pursuant to a deed of Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven, on December 13th, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Number 1725 on July 17th, 2008.

The Shareholders, represented as above mentioned, have requested the undersigned notary to pass the following resolution as follows:

Sole resolution

The Shareholders decide to change the closing of the first business year from November 30th, 2008 to December 31st, 2008 and in consequence to amend article 16 and the first paragraph of article 17 of the articles of incorporation as follows:

" **Art. 16.** The company's financial year runs from the first day of January to the last day of December of each year..

Art. 17. (1st paragraph). Each year, as of December 31st, the board of managers will draw up the balance sheet, which will contain a record of the property of the company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all the commitments and debts of the managers to the company."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the corporation as a result of this document are estimated at approximately EUR 900.-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version at the request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, well known by the notary, by her surname, first name, civil status and residence, has signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil huit, le vingt-huit novembre.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- La société Morgan Stanley International Holdings INC, ayant son siège social à USA 19801 Delaware, 1209, Orange Street Delaware File N° 3669908)

2.- La société MORGAN STANLEY CLARE S.à r.l., ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 1, Allée Scheffer (RCS Luxembourg N°B. 117.992)

toutes deux ici représentées par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à L-2740 Luxembourg, 3, rue Nicolas Welter en vertu de deux procurations données sous seing privé le 24 et 25 novembre 2008,

lesquelles procurations après avoir été paraphées "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant resteront annexées aux présentes.

Lesquelles comparantes, représentées comme ci-avant, étant les seules associées de la société à responsabilité limitée MORGAN STANLEY SAN DONATO S.à r.l. avec siège social à L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer (la "Société"), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 134.185

constituée suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven en date du 14 novembre 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 42 du 8 janvier 2008, modifiée suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven en date du 13 décembre 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1725 du 17 juillet 2008

Lesquelles associées, agissant comme ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, ont requis le notaire instrumentant d'acter la résolution suivante:

Unique résolution

Les associées uniques décident de changer la clôture de l'année sociale du 30 novembre 2008 au 31 décembre 2008 et en conséquence de modifier les articles 16 et le premier paragraphe de l'article 17 des statuts pour leur donner la teneur suivante:

" **Art. 16.** L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 17. (1^{er} paragraphe). Chaque année au 31 décembre, le conseil de gérance établit un état financier qui contiendra un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un compte de pertes et profits, accompagné d'une annexe contenant un résumé de tous les engagements et dettes contractés par le conseil de gérance."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés à 900,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française à la requête de la personne comparante et en cas de divergence entre les deux versions, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite au mandataire du comparant connu du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. MAYER, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 décembre 2008. Relation. LAC/2008/48613. Reçu € 12,- (douze Euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre aux fins de publication au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2008.

Paul DECKER.

Référence de publication: 2009000771/206/88.

(080189644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Stark Corvus S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 143.578.

—
STATUTES

In the year two thousand eight, on the third of December.

Before us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Stark Master Fund Ltd, incorporated and existing under the laws of the British Virgin Islands, with registered office at Harneys Corporate Services Limited, Craigmuir Chambers, P.O. Box 71, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, registered with the Registrar of Companies of the British Virgin Islands under number 1010786,

here represented by Samira M'Hab, private employee, with professional address in Luxembourg by virtue of a power of attorney dated 26 October 2008.

Such appearing party, represented as there above mentioned, has requested the undersigned notary to inscribe as follows the articles of association of a société à responsabilité limitée unipersonnelle:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2.

2.1. The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

2.2. "The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any affiliated company belonging to the same group as the Company (hereafter referred as the "Connected Companies"). It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its Connected Companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets

2.3. The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

2.4. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

2.5. The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

2.6. The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name "Stark Corvus S.a r.l."

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The capital is set at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (12,500.- EUR) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares of ONE EURO (1.- EUR) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single partner or by decision of the partners meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners.

Art. 12. The company is administered by at least two managers, who need not to be shareholders. There shall be two classes of managers: "Class A Manager" and "Class B Manager". There shall be at least one Class A Manager and one Class B Manager.

The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company will only be bound in all circumstances by the joint signature of at least one Class A Manager together with one Class B Manager.

The board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The board of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

The meetings of the board of managers are convened by any manager.

The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

A manager can be represented at a meeting by another member of the board of managers.

The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented by proxies. Any decisions by the board of managers shall be adopted by a simple majority. The minutes of the meeting will be signed by all the managers present at the meeting.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated. A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single partner assumes all powers conferred to the general partner meeting.

In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December, with the exception of the first year, which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st of December 2008.

Art. 16. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partner(s) commensurate to his/ their share holding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription - Payment

The shares have been subscribed by Stark Master Fund Ltd, prenamed, which is the sole partner of the company.

The shares have been fully paid up in cash, so that the sum of TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (12,500.- EUR) is now available to the company, proof of which has been given to the undersigned notary who acknowledges it.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the subscriber as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Resolutions of the sole partner

1) The company will be administered by four managers:

A. Mrs Beatriz Kanitz Meldrum, born on February 8th, 1971 in Rio de Janeiro, with professional address at 75 Davies Street W1K 5JN London, United Kingdom, A Manager of the Company;

B. Mr Steven Deurloo, born on July 14th, 1967 with professional address at Strawinskylaan 1749 WTC Amsterdam, Tower D, 12th floor 1077 XX Amsterdam, the Netherlands, A Manager of the Company

C. Mrs Elena Morrisova, born on January 10th 1977 in Myjava (Slovak Republic), having her professional address at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, B Manager of the Company;

D. Mr Jacques de Patoul, born on January 10th, 1980 in Luxembourg, with professional address at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, B Manager of the Company.

The duration of their mandate is unlimited and the Company will only be bound in all circumstances by the joint signature of at least one Class A Manager together with one Class B Manager.

2) The address of the corporation is in L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le trois décembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Stark Master Fund Ltd, société régie par le droit des Iles vierges britanniques, ayant son siège social à Harneys Corporate Services Limited, Craigmuir Chambers, P.O. Box 71, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, immatriculée au Registre des Sociétés des Iles Vierges Britanniques sous le numéro 1010786,

ici représentée par Samira M'Hab, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg agissant en vertu d'une procuration datée du 26 octobre 2008.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2.

2.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière des actions, parts et autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôt et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée.

2.2. La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci ne soit substantiel, ou à toute société qui serait actionnaire direct ou indirect de la Société, ou encore à toute société

appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprise comme les "Sociétés Apparentées"). La Société pourra accorder toute garantie, fournir tout gage ou toute autre forme de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tout contrat ou obligation de la Société ou de Sociétés Apparentées

2.3. La Société pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

2.4. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

2.5. La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la construction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

2.6. L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination "Stark Corvus S.à r.l."

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège sociale peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500,- EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de UN EURO (1,- EUR) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfiques de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par au minimum deux gérants, qui ne doivent pas nécessairement être associés. Il y aura deux classes de gérants: "Gérant de classe A" et "Gérant de classe B". Il y aura toujours au minimum un Gérant de classe A et un Gérant de classe B.

Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, les gérants ont tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance.

La Société n'est engagée en toutes circonstances que par la signature conjointe d'au moins un Gérant de classe A et d'un Gérant de classe B.

Le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de leurs pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération quelconque (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président est empêché, un remplaçant sera élu parmi les membres présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par tout gérant.

Le conseil de gérance pourra valablement délibérer sans convocation lorsque tous les gérants seront présents ou représentés.

Un gérant peut être représenté à une réunion par un autre membre du conseil de gérance.

Le conseil de gérance ne pourra valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Toute décision du conseil de gérance doit être adoptée à une majorité simple. Les résolutions de la réunion seront signées par tous les gérants présents à la réunion.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion des gérants par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires à partir du Luxembourg de telle sorte que plusieurs personnes pourront communiquer simultanément. Cette participation sera réputée équivalente à une présence physique lors d'une réunion. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par les gérants y ayant participé.

Une décision écrite signée par tous les gérants sera aussi valable et efficace que si elle avait été prise lors d'une réunion du conseil dûment convoquée. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par tous les membres du conseil de gérance.

Les membres du conseil de gérance ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre, à l'exception de la première année qui débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2008.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents statuts.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Souscription - Libération

Les parts sociales ont été souscrites par STARK MASTER FUND LTD., préqualifiée, qui est l'associé unique de la société.

Toutes les parts sociales ont été intégralement souscrites et libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500.- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent au souscripteur ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ EUR 1.500,-.

Décisions de l'associé unique

1) La société est administrée par 4 gérants:

A. Madame Beatriz Kanitz Meldrum, née le 8 février 1971 à Rio de Janeiro, ayant son domicile professionnel à 75 Davies Street W1K 5JN Londres, Royaume-Uni, Gérant A de la Société;

B. Monsieur Steven Deurloo né le 14 juillet 1967, ayant son domicile professionnel à Strawinskylaan 1749 WTC Amsterdam, Tower D, 12th floor 1077 XX Amsterdam, Pays-Bas, Gérant A de la Société;

C. Madame Elena Morrisova, née le 10 janvier 1977 à Myjava (République Slovaque), ayant son adresse professionnelle à 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Gérant B de la société.

D. Monsieur Jacques de Patoul, né le 10 janvier 1980 à Luxembourg, ayant son adresse professionnelle à 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Gérant B de la société.

La durée de leurs mandats est illimitée et la Société est engagée par la signature d'un gérant de type A et un gérant de type B.

2) L'adresse du siège social est fixée à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire,

Signé: S. M'HAB et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2008. Relation: LAC/2008/49090. Reçu à 0.50% soixante-deux euros cinquante cents (62,50€).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009000440/242/316.

(080188966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

International Engineering Holding S.E., Société Européenne.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 97.206.

In the year two thousand and eight, on the seventeenth of November.

Before, Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg,

WAS HELD:

an extraordinary general meeting of shareholders of "International Engineering Holding S.E.", a société européenne, having its registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, registered with the trade and companies register of Luxembourg under the number B 97.206, incorporated pursuant to its memorandum of association, filed with the Cayman Islands register under the number 26373 on 21 April 1987. The articles of association have been amended for several times and for the last time pursuant to a notarial deed on 20 August 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 3 September 2008, number 2132 (hereafter the "Company").

The meeting was opened at 3.30 p.m. with Mr Sigurdur GUDMANNSSON, maître en droit, with professional address in L-2010 Luxembourg, 14, rue Erasme in the chair, who appointed as secretary Mrs Kim ALBERT, private employee, with professional address in L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains. The meeting elected as scrutineer Mr François-Xavier LANES, maître en droit, with professional address in L-2010 Luxembourg, 14, rue Erasme.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. - That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Presentation and approval of the draft terms of transfer proposal and of the report issued by the board of directors of the Company in compliance with article 8 of Council Regulation (EC) 2157/2001, and article 101-2 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended in order to transfer the registered office of the Company to Austria;

2. Approval of the transfer the registered office of the Company from Luxembourg to Austria;

3. Approval of the draft articles of incorporation of the Company as published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2255 of 16th September 2008.

II. - That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. - That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. - That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda. After deliberation, the general meeting took the following resolutions:

First resolution

The general meeting, after presentation of the draft terms of transfer proposal of the registered office of the Company dated 8 September 2008 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2255 of 16th September 2008 and of the report issued by the board of directors in compliance with article 8 of Council Regulation (EC) 2157/2001, and article 101-2 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended in order to transfer the registered office of the Company to Austria, approves the draft terms of transfer proposal and the report of the board of directors explaining and justifying the legal and economic aspects of transfer of the registered office to Austria and the consequences of such transfer for the shareholders, the creditors and employees.

Second resolution

The general meeting approves the transfer of the registered office of the Company from Luxembourg to Austria. The registered office of the Company in Austria will be located at the following address: Rotenturmstraße 13, A-1010 Wien, Austria.

Third resolution

The general meeting approves the draft articles of association of the Company following the transfer of the registered office of the company to Austria as published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2255 of 16th September 2008, submitted to the Austrian law, and decides that such articles of association, after the transfer of the registered office to Austria, will read as follow:

"Firma der Gesellschaft

1. Die Firma der Gesellschaft lautet "INTERNATIONAL ENGINEERING HOLDING S.E."

Rechtsform der Gesellschaft

2. Die Gesellschaft hat die Rechtsform einer Europäischen Gesellschaft (Societas Europaea).

Sitz

3. Sitz der Gesellschaft ist Wien.

Er kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung an jeden anderen Ort in Österreich verlegt werden, wo die Gesellschaft einen Betrieb hat oder wo sich die Geschäftsleitung befindet oder die Verwaltung geführt wird. Von dieser Bestimmung darf nur aus wichtigem Grund abgewichen werden. Zweigniederlassungen oder andere Büros können sowohl in Österreich als auch im Ausland errichtet werden.

Zweck der Gesellschaft

4. Der Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder möglichen Form an in- und ausländischen Gesellschaften, sowie jede andere Art von Anlage, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder auf jede andere Weise sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Weise von Wertpapieren jeder Art, sowie die Verwaltung, Kontrolle und der Ausbau ihrer Beteiligungen. Die Gesellschaft kann Kredite und Vorschüsse vergeben sowie jede andere Art von finanzieller Unterstützung an Gesellschaften, die direkte oder indirekte Tochtergesellschaften sind oder dem gleichen Konzern angehören. Die Gesellschaft kann Joint Ventures oder andere Formen einer Teilhaberschaft eingehen.

Die Gesellschaft kann weiters alle kommerziellen, industriellen oder finanziellen Operationen ausführen, die sie für die Erreichung ihres Zweckes für angemessen hält; ausgenommen sind Bankgeschäfte.

Haftung der Aktionäre

5. Die Haftung der Aktionäre ist beschränkt.

Dauer

6. Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit gegründet.

Aktienkapital

7. Das Aktienkapital der Gesellschaft beträgt zweihundertfunfundzwanzig Millionen vierundachtzigtausend fünfhundertachtundsechzig Euro und zweiunddreißig Cent (EUR 225.084.568,32) und ist unterteilt in drei Millionen fünfhundertzehntausend neuhundertzölf (3.510.912) nennbetragslose Stückaktien. Jede Aktie gibt Recht auf eine Stimme in ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Aktien

8. Die Aktien der Gesellschaft lauten auf Namen. Trifft im Falle einer Kapitalerhöhung der Erhebungsbeschluss keine Bestimmungen darüber, ob die Aktien auf den Inhaber oder auf den Namen lauten, so lauten sie auf den Namen.

9. Am Firmensitz wird ein Aktienbuch geführt, das jedem Aktionär zur Einsicht zur Verfügung steht. Das Eigentum an den Aktien im Verhältnis zur Gesellschaft wird durch Eintragung in das genannte Buch begründet.

10. (gelöscht)

11. (gelöscht)

Übertragung von Aktien

12. Die Übertragung von Aktien zwischen Aktionären der Gesellschaft oder an eine Konzerngesellschaft ist erlaubt. Die Übertragung von Aktien der Gesellschaft auf andere Personen unterliegt der Genehmigung der Hauptversammlung.

13. Die Verwaltungsratsmitglieder sind verpflichtet, die Eintragung von Aktienübertragungen an Rechtssubjekte in das Aktienbuch zu verweigern, die nicht Aktionäre oder Konzerngesellschaften sind oder die dafür nicht die Billigung in einer Hauptversammlung, wie im Artikel 12 vorstehend angeführt, erhielten.

14. Wenn die Verwaltungsratsmitglieder eine Aktienübertragung ablehnen, müssen sie innerhalb eines (1) Monats nach dem Tag der Einreichung der Übertragung bei der Gesellschaft den Erwerbwilligen von der Ablehnung verständigen.

Änderung des Grundkapitals

15. Die Hauptversammlung kann gemäß den Bestimmungen des AktG:

(a) das Grundkapital der Gesellschaft durch die Ausgabe neuer Aktien erhöhen;

(b) gemäß den gesetzlichen Bestimmungen das Grundkapital der Gesellschaft herabsetzen.

16. Vorbehaltlich zwingender gesetzlicher Bestimmungen kann die Gesellschaft gegebenenfalls vorhandene Rücklagen sowie Aktienagiorücklagekonten auf jede Weise verringern.

Rückkauf eigener Aktien

17. Vorbehaltlich zwingender gesetzlicher Bestimmungen kann die Gesellschaft ihre eigenen Aktien rückkaufen.

Hauptversammlungen

18. Jede ordnungsgemäß zustandegekommene Hauptversammlung der Gesellschaft vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft.

19. Die Hauptversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen.

20. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären einberufen werden, die mindestens den zwanzigsten Teil des Grundkapitals der Gesellschaft repräsentieren.

21. Die jährliche Hauptversammlung der Gesellschaft ist am Sitz der Gesellschaft in Wien abzuhalten oder an einem anderen Ort in Österreich, der in der Einberufung angegeben ist, am letzten Dienstag im Juni um 11:00 Uhr. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, findet die jährliche Hauptversammlung am darauf folgenden Arbeitstag statt.

22. Andere Versammlungen der Aktionäre können an Orten und zu Zeitpunkten stattfinden, wie sie in der jeweiligen Einberufung angegeben sind.

Einberufung von Hauptversammlungen

23. Die Einberufung hat Zeitpunkt und Ort der Versammlung sowie deren Tagesordnung zu enthalten.

Vorbehaltlich der Bestimmungen der Satzung ist die Einberufung per eingeschriebenem Brief an alle Aktionäre sowie an die Verwaltungsratsmitglieder zuzustellen.

24. Die laut AktG vorgeschriebene Frist ist für die Einberufung der Hauptversammlungen der Gesellschaft maßgeblich, sofern nicht in diesen Statuten anderes vorgesehen ist.

25. Der Verwaltungsrat kann alle sonstigen Bedingungen festlegen, die die Aktionäre einhalten müssen, um an der Hauptversammlung teilzunehmen.

26. Wenn alle Aktionäre bei der Hauptversammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert wurden, kann die Versammlung ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung stattfinden.

Ablauf der Hauptversammlungen

27. Die gesetzlichen Bestimmungen zur Beschlussfähigkeit sind für die Versammlungen der Aktionäre der Gesellschaft maßgeblich, sofern nicht in dieser Satzung anderes festgelegt ist.

28. Sofern nicht gesetzlich oder in dieser Satzung anders vorgeschrieben, werden Beschlüsse bei einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Teilnehmer gefasst.

29. Der Vorsitzende des Verwaltungsrates übernimmt den Vorsitz in jeder Hauptversammlung der Gesellschaft.

30. Wenn bei einer Versammlung der Vorsitzende nicht innerhalb von fünfzehn (15) Minuten nach der für die Abhaltung der Versammlung festgelegten Zeit anwesend ist, übernimmt der Stellvertretende Vorsitzende den Vorsitz; sofern auch dieser nicht anwesend ist, führt der Notar eine Wahl zum Vorsitzenden unter allen anwesenden und stimmberechtigten Aktionären durch.

31. Der Vorsitzende kann und muss (wenn die Versammlung dazu Anweisung erteilt) mit der Zustimmung jeder beschlussfähigen Versammlung diese vertagen, aber es dürfen bei einer vertagten Versammlung nur solche Agenden behandelt werden, die in der Versammlung, in der die Vertagung beschlossen wurde, nicht erledigt wurden. Wird eine Versammlung um fünfzehn (15) oder mehr Tage vertagt, ist die vertagte Versammlung so einzuberufen wie eine ursprüngliche Versammlung. Mit Ausnahme des vorstehend Gesagten ist es nicht erforderlich, eine Vertagung anzukündigen.

Abstimmung der Aktionäre

32. Ein Aktionär kann bei jeder Hauptversammlung Rechtshandlungen setzen, wenn er eine andere Person schriftlich zu seinem Vertreter bestellt. Vorbehaltlich eventueller Rechte oder Einschränkungen hinsichtlich einer Aktie, verfügt in einer Abstimmung jeder Aktionär und jede einen Aktionär vertretende Person über eine Stimme pro Aktie.

33. Steht eine Aktie mehreren Berechtigten zu, so haben diese eine Person zum gemeinschaftlichen Vertreter zu bestellen, der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

34. Ein Aktionär, für den vom zuständigen Gericht wegen mangelnder Geschäftsfähigkeit ein Sachwalter bestellt wurde, kann sowohl bei Abstimmung in der Hauptversammlung als auch bei schriftlicher Abstimmung durch seinen Sachwalter an der Abstimmung teilnehmen.

35. Bei einer schriftlichen Abstimmung können die Stimmen persönlich oder durch einen Vertreter abgegeben werden.

36. Die Bevollmächtigung nach Artikel 35 hat schriftlich zu erfolgen und muss vom Bestellenden oder, wenn dieser eine Gesellschaft ist, von verbindlich vertretungsbefugten Personen dieser Gesellschaft unterzeichnet sein.

37. Eine Stimmrechtsvollmacht erstreckt sich auch auf die alleinige oder mit anderen Aktionären gemeinsame Beantragung einer Abstimmung.

38. Die Gesellschaft kann die Hauptversammlung in Ton und Bild aufzeichnen.

39. In einer Hauptversammlung gefasste Beschlüsse müssen in einer Niederschrift gemäß § 111 AktG festgehalten werden.

Verwaltungsratsmitglieder

40. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geleitet, der aus mindestens drei (3) Mitgliedern besteht, die nicht Aktionäre sein müssen.

41. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Hauptversammlung gewählt, die deren Anzahl festlegt. Die Amtsperiode eines Verwaltungsratsmitglieds dauert bis zur Beendigung der Hauptversammlung, die über die Entlastung für das vierte Geschäftsjahr nach der Wahl beschließt.

42. Die Hauptversammlung kann die Höchstanzahl der zu bestellenden Verwaltungsratsmitglieder festlegen, jedoch höchstens zehn (10).

43. Die Verwaltungsratsbezüge werden jeweils von der Hauptversammlung festgelegt.

44. Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen Stellvertreter. Er kann auch einen Sekretär wählen, der nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss, der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen führt.

Befugnisse und Pflichten der Verwaltungsratsmitglieder

45. Der Verwaltungsrat ist mit weitestgehenden Befugnissen ausgestattet, um sämtliche Rechtshandlungen für Verwaltung und Verfügung im Interesse der Gesellschaft auszuüben. Alle nicht ausdrücklich von der Europäischen SE-Verordnung, dem Gesellschaftsrecht oder der Satzung der Hauptversammlung vorbehaltenen Befugnisse fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats.

Keine Änderung der Satzung darf vorhergehende Rechtshandlungen der Verwaltungsratsmitglieder für ungültig erklären, die gültig gewesen wären, wäre die Änderung nicht erfolgt.

Nachstehende Kategorien von Transaktionen erfordern einen ausdrücklichen Verwaltungsratsbeschluss:

- (a) der Erwerb und die Veräußerung von Beteiligungen (§ 228 UGB) sowie der Erwerb, die Veräußerung und die Stilllegung von Unternehmen und Betrieben; der Erwerb und die Veräußerung jedoch nur, wenn der Wert oder An-/Verkaufspreis € 20.000 (zwanzigtausend) netto ohne Umsatzsteuer übersteigt;
- (b) der Erwerb und die Veräußerung von Liegenschaften sowie die Belastung von Liegenschaften;
- (c) die Errichtung und Schließung von Zweigniederlassungen;
- (d) Investitionen, deren Anschaffungskosten €20.000 (Euro zwanzigtausend) netto ohne Umsatzsteuer übersteigen;
- (e) die Aufnahme von Anleihen, Darlehen und Krediten, die den Betrag von € 20.000 (Euro zwanzigtausend) übersteigen;
- (f) die Gewährung von Darlehen und Krediten, wenn diese den Betrag von € 20.000 (Euro zwanzigtausend) übersteigen;
- (g) die Aufnahme und zur Aufgabe von Geschäftszweigen und Produktionsarten;
- (h) die Festlegung allgemeiner Grundsätze der Geschäftspolitik;
- (i) die Festlegung von Grundsätzen über die Gewährung von Gewinn- oder Umsatzbeteiligungen und Pensionszusagen an leitende Angestellte im Sinne des § 80 Abs 1 AktG;
- (j) die Einräumung von Optionen auf Aktien der Gesellschaft an Arbeitnehmer und leitende Angestellte der Gesellschaft oder eines mit ihr verbundenen Unternehmens sowie an Mitglieder des Vorstands und des Aufsichtsrats von verbundenen Unternehmen;
- (k) die Erteilung der Prokura;
- (l) der Abschluss von Verträgen mit Mitgliedern des Verwaltungsrates, durch die sich diese außerhalb ihrer Tätigkeit im Verwaltungsrat gegenüber der Gesellschaft oder einem Tochterunternehmen (§ 228 Abs 3 UGB) zu einer Leistung gegen ein nicht bloß geringfügiges Entgelt verpflichten. Dies gilt auch für Verträge mit Unternehmen, an denen ein Verwaltungsratsmitglied ein erhebliches wirtschaftliches Interesse hat;
- (m) die Feststellung der Jahresabschlüsse der Gesellschaft sowie die Vorbereitung und Einberufung von Hauptversammlungen der Aktionäre.

Die in lit (a) und (d)-(f) angeführten Beträge sind derart wertgesichert, das sie für jedes Geschäftsjahr nach Maßgabe des von der Bundesanstalt Statistik Österreich veröffentlichten Index der Verbraucherpreise 2008 = 100 angepasst werden. Ausgangsgrundlage für die Wertsicherung ist die für den Monat der Errichtung dieser Satzung verlautbarte Indexzahl. Dieser Indexzahl ist jene Indexzahl gegenüberzustellen, die für den dritten Monat vor Beginn des laufenden Geschäftsjahres, in dem das Geschäft abgeschlossen wird, verlautbart wurde. Die oben angeführten Beträge sind im selben Verhältnis wie die Veränderung des Wertsicherungsindex im angeführten Zeitraum anzupassen. Die Hauptversammlung kann und soll in mehrjährigen Abständen die oben angeführten Beträge durch Satzungsänderung auf den aktuellen Geschäftsumfang und die Lage der Gesellschaft anpassen.

Befugnis zur Kreditaufnahme durch die Verwaltungsratsmitglieder

46. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, alle Befugnisse der Gesellschaft für die Aufnahme von Krediten zu Bedingungen und auf solche Weise, wie vom Verwaltungsrat einstimmig gutgeheißen, auszuüben, vorausgesetzt dass für Transaktionen, deren Verpflichtungen für die Gesellschaft den Betrag von einer Million Euro (EUR 1,000.000) überschreiten, die vorherige Genehmigung der Aktionäre einzuholen ist.

Der Verwaltungsrat kann auch Hypotheken aufnehmen, Belastungen oder übliche Sicherheiten auf das Unternehmen und dessen Eigentum, zur Gänze oder zum Teil, eingehen, und Schuldverschreibungen, Obligationen oder sonstige Wertpapiere ausgeben, gleichgültig ob ohne Bedingungen oder als Sicherheit für Schulden, Verbindlichkeiten oder Verpflichtungen der Gesellschaft, vorausgesetzt, dass dafür ein einstimmiger Beschluss des Verwaltungsrates und eine Genehmigung der Aktionäre vorliegt, sofern diese Verpflichtungen den Betrag von einer Million Euro (EUR 1,000.000) überschreiten.

Das Siegel

47. Falls die Gesellschaft über ein Siegel verfügt, darf es nur mit Genehmigung des Verwaltungsrates verwendet werden. Der Verwaltungsrat kann bestimmen, wer Rechtsinstrumente unterzeichnet, an denen das Siegel angebracht wird, und, sofern nicht anders festgelegt, ist für solche Rechtsinstrumente die Unterschrift aller Verwaltungsratsmitglieder erforderlich.

Bestellung und Abberufung von Verwaltungsratsmitgliedern

48. Verwaltungsratsmitglieder werden mit einfacher Mehrheit der bei der Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gewählt.

49. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit mit oder ohne Grund von der Hauptversammlung abberufen werden.

50. Verwaltungsratsmitglieder können nicht von anderen Verwaltungsratsmitgliedern bestellt werden, auch nicht in Falle einer Vakanz.

Verwaltungsratssitzungen

51. Vorbehaltlich der Bestimmungen der Satzung sowie der gesetzlichen Bestimmungen können die Verwaltungsratsmitglieder ihre Sitzungen und Vorgangweise in ihrem eigenen Ermessen festlegen. Mindestens alle zwei (2) Monate hat der Verwaltungsrat mit Einberufung durch den Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einberufung genannten Ort zusammenzutreten.

52. Jedem Verwaltungsratsmitglied ist mindestens acht (8) Tage vor dem Sitzungstermin dieser schriftlich bekanntzugeben, außer in Notfällen, in denen die Art und der Grund des Notfalls in der Einberufung bekanntzugeben ist. Diese Einberufung kann im Falle der Zustimmung jedes Verwaltungsratsmitglieds, die schriftlich oder per e-mail oder Fax, oder mit sonstigen Kommunikationsmitteln erfolgen kann, entfallen. Eine besondere Einberufung für eine Verwaltungsratssitzung ist nicht erforderlich, wenn deren Ort und Zeitpunkt in einem früheren Verwaltungsratsbeschluss festgelegt wurde.

Einberufungen aller Verwaltungsratssitzungen können per Fax, e-mail oder mit sonstigen elektronischen Mitteln erfolgen.

53. Der Vorsitzende leitet alle Verwaltungsratssitzungen, in seiner Abwesenheit der Stellvertreter. Ist auch dieser abwesend, kann der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied zum Vorsitzenden pro tempore dieser Sitzung mittels Mehrheitsvotum der bei einer derartigen Sitzung Anwesenden bestellen.

54. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann ein anderes Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft zu seinem Stellvertreter für die Teilnahme an einer einzelnen Verwaltungsratssitzung bestellen, das für ihn gemäß den von jenem Verwaltungsratsmitglied erteilten Anweisungen an der Abstimmung teilnimmt, oder, falls keine solchen Weisungen vorliegen, im Ermessen des Vertreters. Der Vertreter ist schriftlich zu bestellen, die diesbezügliche Vollmacht ist beim Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung, bei der sie Verwendung findet, vor Beginn der Sitzung zu hinterlegen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

55. Einzelne Verwaltungsratsmitglieder können an Sitzungen des Verwaltungsrates teilnehmen im Wege einer Videokonferenz oder anderer Kommunikationsmittel, die deren Identifikation ermöglichen. Diese Kommunikationsmittel müssen technisch die Voraussetzung erfüllen, dass an der Sitzung teilgenommen werden kann, und die Erörterungen müssen ohne Unterbrechung übertragen werden. Die Teilnahme an einer Sitzung auf diese Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung. Die mittels solcher Kommunikationsmittel abgewickelte Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

56. Eine Verwaltungsratssitzung ist beschlussfähig, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend sind. Vertretene Verwaltungsratsmitglieder werden für die Beschlussfähigkeit mitgezählt.

57. Bei einer Sitzung auftretende Fragen werden mit der Mehrheit der Stimmen der Verwaltungsratsmitglieder entschieden. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

58. die Verwaltungsratsmitglieder sorgen für die Anfertigung von Protokollen in Buchform zwecks Aufzeichnung:

- (a) aller von den Verwaltungsratsmitgliedern ernannten leitenden Angestellten;
- (b) der Namen der Verwaltungsratsmitglieder oder deren Vertreter, die bei jeder Verwaltungsratssitzung anwesend sind;
- (c) sämtlicher Beschlüsse und Vorgänge bei allen Verwaltungsratssitzungen.

59. Die Protokolle der Verwaltungsratssitzung sind vom Vorsitzenden, bei dessen Abwesenheit vom stellvertretenden Vorsitzenden, oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern zu unterzeichnen. Kopien oder Auszüge aus diesen Protokollen, die bei gerichtlichen Verfahren oder anderweitig vorgelegt werden, sind vom Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern zu unterzeichnen.

60. Der Verwaltungsrat kann, Einstimmigkeit vorausgesetzt, Umlaufbeschlüsse erlassen, wenn die Verwaltungsratsmitglieder ihre Zustimmung dazu schriftlich durch Brief, Fax, e-mail oder mit sonstigen Kommunikationsmitteln zum Ausdruck bringen. Die Gesamtheit stellt das Protokoll dar, das die Beschlüsse belegt.

Unterschriftsvollmacht - Delegierung der Verwaltungsratsbefugnisse

61. Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat und die geschäftsführenden Direktoren gerichtlich und außergerichtlich vertreten. Sämtliche Mitglieder des Verwaltungsrats und die geschäftsführenden Direktoren sind nur gemeinsam zur Vertretung der Gesellschaft befugt.

62. Der Verwaltungsrat kann einzelne Mitglieder oder geschäftsführende Direktoren zur Vornahme bestimmter Geschäfte oder bestimmter Arten von Geschäften ermächtigen.

63. Die Gesellschaft kann auch Spezialvollmacht erteilen.

Geschäftsführende Direktoren - Bestellung und Abberufung

63a. Der Verwaltungsrat hat einen oder mehrere geschäftsführende Direktoren auf die Dauer von höchstens fünf Jahren zu bestellen. Mitglieder des Verwaltungsrates können zu geschäftsführenden Direktoren bestellt werden, wenn die Mehrheit des Verwaltungsrates weiterhin aus nicht geschäftsführenden Mitgliedern besteht.

63b. Wird ein geschäftsführender Direktor auf eine bestimmte längere Zeit, auf unbestimmte Zeit oder ohne Zeitangabe bestellt, ist die Bestellung fünf Jahre wirksam. Eine wiederholte Bestellung ist zulässig; sie bedarf jedoch zu ihrer

Wirksamkeit der schriftlichen Bestätigung durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrates. Dies gilt sinngemäß für den Anstellungsvertrag.

Werden Dritte zu geschäftsführenden Direktoren bestellt, gilt für sie § 75 Abs 2 AktG entsprechend.

63c. Geschäftsführende Direktoren können jederzeit durch Beschluss des Verwaltungsrates abberufen werden. Für die Ansprüche aus dem Anstellungsvertrag gelten die allgemeinen Bestimmungen.

63d. Geschäftsführende Direktoren unterliegen dem Wettbewerbsverbot gemäß § 79 AktG, sofern der Verwaltungsrat nichts anderes beschließt. Kredite dürfen an geschäftsführende Direktoren und deren Angehörige nur mit vorheriger Zustimmung des Verwaltungsrates gewährt werden; § 80 AktG gilt sinngemäß.

Aufgaben der Geschäftsführenden Direktoren

63e. Die geschäftsführenden Direktoren führen die laufenden Geschäfte der Gesellschaft. Gesetzlich dem Verwaltungsrat zugewiesene Aufgaben können nicht auf die geschäftsführenden Direktoren übertragen werden. Sind mehrere geschäftsführende Direktoren bestellt, so sind sie nur gemeinschaftlich zur Geschäftsführung befugt.

63f. Werden mehrere Personen zu geschäftsführenden Direktoren bestellt, so kann der Verwaltungsrat ein Mitglied zum Vorsitzenden ernennen. Bei Stimmgleichheit unter den geschäftsführenden Direktoren gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

63g. Die geschäftsführenden Direktoren bedürfen für die in Artikel 45. angeführten Geschäfte und Maßnahmen der vorherigen Zustimmung des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat kann auch anordnen, dass bestimmte weitere Arten von Geschäften nur mit seiner Zustimmung vorgenommen werden sollen.

Berichtspflichten des Verwaltungsrates und der geschäftsführenden Direktoren

63h. Der Verwaltungsrat hat der Hauptversammlung mindestens einmal jährlich über die laufenden Geschäfte der Gesellschaft zu berichten sowie die künftige Entwicklung der Vermögens-, Finanz- und Ertragslage anhand einer Vorscheurechnung darzustellen (Jahresbericht). Die geschäftsführenden Direktoren haben weiters dem Verwaltungsrat regelmäßig, mindestens vierteljährlich, über den Gang der Geschäfte und die Lage des Unternehmens im Vergleich zu Vorscheurechnungen unter Berücksichtigung der künftigen Entwicklung zu berichten (Quartalsbericht). Bei wichtigem Anlass ist dem Vorsitzenden des Verwaltungsrates unverzüglich zu berichten; ferner ist über Umstände, die für die Rentabilität oder Liquidität der Gesellschaft von erheblicher Bedeutung sind, dem Verwaltungsrat unverzüglich zu berichten (Sonderbericht). § 81 Abs 2 AktG gilt sinngemäß.

63i. Der Verwaltungsrat kann von den geschäftsführenden Direktoren jederzeit einen Bericht über die Angelegenheiten der Gesellschaft einschließlich ihrer Beziehungen zu einem Konzernunternehmen verlangen. Auch ein einzelnes Mitglied kann einen Bericht, jedoch nur an den Verwaltungsrat als solchen, verlangen; lehnen die geschäftsführenden Direktoren die Berichterstattung ab, so kann der Bericht nur dann verlangt werden, wenn ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates das Verlangen unterstützt. Der Vorsitzende des Verwaltungsrates kann einen Bericht auch ohne Unterstützung eines anderen Verwaltungsratsmitglieds verlangen.

Prüfung der Gesellschaft

64. (gelöscht)

Geschäftsjahr, Bilanz

65. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember.

65 a. Die geschäftsführenden Direktoren haben in den ersten fünf Monaten des Geschäftsjahres für das vergangene Geschäftsjahr den um den Anhang erweiterten Jahresabschluss und einen allfälligen Konzernabschluss sowie einen Lagebericht und einen allfälligen Konzernlagebericht aufzustellen und den Mitgliedern des Verwaltungsrates vorzulegen.

65b. Der Verwaltungsrat hat den Jahresabschluss und den Konzernabschluss, den Vorschlag für die Gewinnverteilung sowie den Jahresbericht und den Konzernlagebericht zu prüfen und sich innerhalb von zwei Monaten nach Vorlegung durch die geschäftsführenden Direktoren darüber zu erklären. Der Verwaltungsrat hat der Hauptversammlung darüber zu berichten.

65c. In dem Bericht hat der Verwaltungsrat mitzuteilen, in welcher Art und in welchem Umfang er die Geschäftsführung der Gesellschaft während des Geschäftsjahres geprüft hat, welche Stelle den Jahresabschluss (Konzernabschluss) und den Lagebericht (Konzernlagebericht) geprüft hat und ob diese Prüfungen nach ihrem abschließenden Ergebnis zu wesentlichen Beanstandungen Anlass gegeben haben.

65d. Billigt der Verwaltungsrat den von den geschäftsführenden Direktoren vorgelegten Jahresabschluss, so ist dieser festgestellt.

65e. Entscheidet sich der Verwaltungsrat für die Feststellung durch die Hauptversammlung oder billigt er den Jahresabschluss nicht, so hat er unverzüglich die Hauptversammlung zur Feststellung des Jahresabschlusses einzuberufen. § 125 Abs 4 bis 6 AktG gilt sinngemäß.

66. Von dem um einen Verlustvortrag geminderten Jahresüberschuss der Gesellschaft sind nach Berücksichtigung der Veränderung unsteuerter Rücklagen fünf Prozent (5 %) der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zuzuführen. Diese

Zuführung ist nicht mehr erforderlich, sobald und solange diese Rücklage zehn Prozent (10 %) des Grundkapitals beträgt. Die Hauptversammlung wird nach Vorschlag des Verwaltungsrates über die Gewinnverteilung beschließen.

Dividenden

67. Vorbehaltlich der gesetzlichen Bestimmungen kann die Hauptversammlung Dividenden gemäß den entsprechenden Rechten der Aktionäre beschließen.

68. (gelöscht)

69. Die geschäftsführenden Direktoren können, bevor sie einen Vorschlag für die Gewinnverteilung vorlegen, eine Empfehlung abgeben, den Bilanzgewinn ganz oder teilweise von der Verteilung auszuschließen.

70. Dividenden können per Scheck im Postversand an die eingetragene Adresse des Aktionärs oder die berechnigte Person bezahlt werden. Jeder derartige Scheck ist an die Order der Person zahlbar zu stellen, an die er gesandt wird, oder an die Order einer Person, die der Aktionär oder die anspruchsberechtigte Person angibt.

71. Der Verwaltungsrat kann bei der Bezahlung von Dividenden an die Aktionäre gemäß vorstehenden Bestimmungen solche Zahlungen in Geld oder in Sachleistungen durchführen.

72. Dividenden sind ausschließlich aus Gewinnen oder, vorbehaltlich der gesellschaftsrechtlichen Beschränkungen, aus Rücklagenkonten zu bezahlen.

73. Dividenden sind nicht zu Lasten der Gesellschaft verzinslich.

Kapitalisierung von Gewinnen

74. Die Hauptversammlung kann den Bilanzgewinn ganz oder teilweise von der Verteilung ausschließen.

75. Die geschäftsführenden Direktoren haben die Änderungen des Jahresabschlusses, die hierdurch nötig werden, vorzunehmen.

Schadloshaltung

76. Jedes jeweilige Verwaltungsratsmitglied, Vertreter, Sekretär oder sonstiges Organ der Gesellschaft und deren persönliche Vertreter sind schad- und klaglos zu halten aus dem Vermögen und Kapital der Gesellschaft für alle Klagen, Verfahren, Kosten, Belastungen, Spesen, Verluste, Schäden oder Verbindlichkeiten, die sie bei oder in Zusammenhang mit der rechtmäßigen und sorgfältigen Führung der Geschäfte der Gesellschaft eingehen oder erleiden, oder in der rechtmäßigen und sorgfältigen Ausführung oder Erledigung seiner Pflichten, Befugnisse, Vollmachten oder Ermessensentscheidungen, einschließlich, ohne Beeinträchtigung der Allgemeingültigkeit des Vorhergesagten, für alle Kosten, Spesen, Verluste oder Verbindlichkeiten die ihm bei der sorgfältig geführten Verteidigung (gleichgültig ob erfolgreich oder nicht) in Zivilverfahren, die die Gesellschaft oder ihre Angelegenheiten betreffen, bei allen Gerichten, gleichgültig ob in Österreich oder anderswo, erwachsen.

77. Hinsichtlich der Sorgfaltspflicht und Verantwortlichkeit der Verwaltungsratsmitglieder und der geschäftsführenden Direktoren gegenüber der Gesellschaft gelten die §§84 und 99 AktG sinngemäß.

Abwicklung

78. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft ist die Abwicklung von einem oder mehreren Abwicklern vorzunehmen, die natürliche oder juristische Personen sein können und von der Hauptversammlung bestellt werden, die diese Auflösung beschließt und die deren Befugnisse und Entlohnung festlegt.

Abänderung der Satzung

79. Die Satzung kann durch Hauptversammlungsbeschluss der Aktionäre gemäß §§ 145 f AktG abgeändert werden.

Schlussbestimmung

80. Sollte eine Bestimmung der Satzung nach österreichischem Recht als rechtswidrig, ungültig oder nicht vollstreckbar gelten, gilt diese Bestimmung als vollkommen für sich allein gestellt und die Satzung ist so auszulegen und zu vollstrecken, als ob eine solche gesetzwidrige, ungültige oder nicht vollstreckbare Bestimmung niemals in der Satzung enthalten gewesen wäre. Die übrigen Bestimmungen der Satzung bleiben voll rechtsgültig und werden von der rechtswidrigen, ungültigen oder nicht vollstreckbaren Bestimmung oder durch deren Einzelstellung in der Satzung nicht berührt. Im übrigen ist für jede derartige rechtswidrige, ungültige oder nicht vollstreckbare Bestimmung eine ähnliche

Bestimmung in die Satzung aufzunehmen, die rechtmäßig, rechtsgültig und vollstreckbar ist.

81. Betreffend alle nicht in der Satzung geregelten Angelegenheiten werden die Aktionäre auf das österreichische Gesellschaftsrecht und die Europäische SE-Verordnung verwiesen.

There being no further business, the meeting is terminated.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, in the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing, these persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le dix-sept novembre.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'EST REUNIE:

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société "International Engineering Holding S.E.", une société européenne, ayant son siège social à 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 97.206, constituée suivant ses statuts, déposés au registre des Iles Caïmans sous le numéro 26373 le 21 avril 1987. Les statuts ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 20 août 2008 publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations du 3 septembre 2008, numéro 2132 (ci-après la "Société").

L'assemblée est ouverte à 15.30 heures sous la présidence de Monsieur Sigurdur GUDMANNSSON, maître en droit avec adresse professionnelle à L-2010 Luxembourg, 14, rue Erasme, qui nomme comme secrétaire Mademoiselle Kim ALBERT, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur François-Xavier LANES, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2010 Luxembourg, 14, rue Erasme. Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant de prendre acte:

I. - Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Présentation et approbation du projet de transfert et du rapport émis par le conseil d'administration de la Société conformément à l'article 8 du Règlement n°2157/2001 du Conseil Européen et l'article 101-2 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée dans le cadre du transfert de siège social de la Société en Autriche;

2. Approbation du transfert de siège social de la Société du Luxembourg en Autriche;

3. Approbation du projet de statuts de la Société tels que publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2255 du 16 septembre 2008

II - Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III. - Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. - Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée, peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Après délibérations, l'assemblée générale prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale, après présentation du projet de transfert du siège social de la Société en Autriche en date du 8 septembre 2008, publié au Mémorial C n° 2255 du 16 septembre 2008, et présentation du rapport émis par le conseil d'administration conformément à l'article 8 du Règlement n°2157/2001 du Conseil Européen et l'article 101-2 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, approuve le projet de transfert et le rapport du conseil d'administration expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques du transfert du siège social de la Société en Autriche et les conséquences d'un tel transfert pour les actionnaires, les créanciers et les employés.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide d'approuver le transfert de siège social de la Société du Luxembourg en Autriche. Le siège social de la société en Autriche sera situé à l'adresse suivante: Rotenturmstraße 13, A-1010 Vienne, Autriche.

Troisième résolution

L'assemblée générale approuve le projet de statuts de la société suite au transfert de siège social de la Société en Autriche tels que publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2255 du 16 septembre 2008 et décide que ces statuts régis par le droit autrichien auront par conséquent la teneur suivante après transfert du siège social en Autriche:

„Firma der Gesellschaft

1. Die Firma der Gesellschaft lautet „INTERNATIONAL ENGINEERING HOLDING S.E."

Rechtsform der Gesellschaft

2. Die Gesellschaft hat die Rechtsform einer Europäischen Gesellschaft (Societas Europaea).

Sitz

3. Sitz der Gesellschaft ist Wien.

Er kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung an jeden anderen Ort in Österreich verlegt werden, wo die Gesellschaft einen Betrieb hat oder wo sich die Geschäftsleitung befindet oder die Verwaltung geführt wird. Von dieser Bestimmung darf nur aus wichtigem Grund abgewichen werden. Zweigniederlassungen oder andere Büros können sowohl in Österreich als auch im Ausland errichtet werden.

Zweck der Gesellschaft

4. Der Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder möglichen Form an in- und ausländischen Gesellschaften, sowie jede andere Art von Anlage, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder auf jede andere Weise sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Weise von Wertpapieren jeder Art, sowie die Verwaltung, Kontrolle und der Ausbau ihrer Beteiligungen. Die Gesellschaft kann Kredite und Vorschüsse vergeben sowie jede andere Art von finanzieller Unterstützung an Gesellschaften, die direkte oder indirekte Tochtergesellschaften sind oder dem gleichen Konzern angehören. Die Gesellschaft kann Joint Ventures oder andere Formen einer Teilhaberschaft eingehen.

Die Gesellschaft kann weiters alle kommerziellen, industriellen oder finanziellen Operationen ausführen, die sie für die Erreichung ihres Zweckes für angemessen hält; ausgenommen sind Bankgeschäfte.

Haftung der Aktionäre

5. Die Haftung der Aktionäre ist beschränkt.

Dauer

6. Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit gegründet.

Aktienkapital

7. Das Aktienkapital der Gesellschaft beträgt zweihundertfünfundzwanzig Millionen vierundachtzigtausend fünfhundertachtundsechzig Euro und zweiunddreißig Cent (EUR 225,084.568,32) und ist unterteilt in drei Millionen fünfhundertzehntausend neunhundertzölf (3,510.912) nennbetragslose Stückaktien. Jede Aktie gibt Recht auf eine Stimme in ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Aktien

8. Die Aktien der Gesellschaft lauten auf Namen. Trifft im Falle einer Kapitalerhöhung der Erhebungsbeschluss keine Bestimmungen darüber, ob die Aktien auf den Inhaber oder auf den Namen lauten, so lauten sie auf den Namen.

9. Am Firmensitz wird ein Aktienbuch geführt, das jedem Aktionär zur Einsicht zur Verfügung steht. Das Eigentum an den Aktien im Verhältnis zur Gesellschaft wird durch Eintragung in das genannte Buch begründet.

10. (gelöscht)

11. (gelöscht)

Übertragung von Aktien

12. Die Übertragung von Aktien zwischen Aktionären der Gesellschaft oder an eine Konzerngesellschaft ist erlaubt. Die Übertragung von Aktien der Gesellschaft auf andere Personen unterliegt der Genehmigung der Hauptversammlung.

13. Die Verwaltungsratsmitglieder sind verpflichtet, die Eintragung von Aktienübertragungen an Rechtssubjekte in das Aktienbuch zu verweigern, die nicht Aktionäre oder Konzerngesellschaften sind oder die dafür nicht die Billigung in einer Hauptversammlung, wie im Artikel 12 vorstehend angeführt, erhielten.

14. Wenn die Verwaltungsratsmitglieder eine Aktienübertragung ablehnen, müssen sie innerhalb eines (1) Monats nach dem Tag der Einreichung der Übertragung bei der Gesellschaft den Erwerbwilligen von der Ablehnung verständigen.

Änderung des Grundkapitals

15. Die Hauptversammlung kann gemäß den Bestimmungen des AktG:

(c) das Grundkapital der Gesellschaft durch die Ausgabe neuer Aktien erhöhen;

(d) gemäß den gesetzlichen Bestimmungen das Grundkapital der Gesellschaft herabsetzen.

16. Vorbehaltlich zwingender gesetzlicher Bestimmungen kann die Gesellschaft gegebenenfalls vorhandene Rücklagen sowie Aktienagiorücklagekonten auf jede Weise verringern.

Rückkauf eigener Aktien

17. Vorbehaltlich zwingender gesetzlicher Bestimmungen kann die Gesellschaft ihre eigenen Aktien rückkaufen.

Hauptversammlungen

18. Jede ordnungsgemäß zustandgekommene Hauptversammlung der Gesellschaft vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft.

19. Die Hauptversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen.

20. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären einberufen werden, die mindestens den zwanzigsten Teil des Grundkapitals der Gesellschaft repräsentieren.

21. Die jährliche Hauptversammlung der Gesellschaft ist am Sitz der Gesellschaft in Wien abzuhalten oder an einem anderen Ort in Österreich, der in der Einberufung angegeben ist, am letzten Dienstag im Juni um 11:00 Uhr. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, findet die jährliche Hauptversammlung am darauf folgenden Arbeitstag statt.

22. Andere Versammlungen der Aktionäre können an Orten und zu Zeitpunkten stattfinden, wie sie in der jeweiligen Einberufung angegeben sind.

Einberufung von Hauptversammlungen

23. Die Einberufung hat Zeitpunkt und Ort der Versammlung sowie deren Tagesordnung zu enthalten.

Vorbehaltlich der Bestimmungen der Satzung ist die Einberufung per eingeschriebenem Brief an alle Aktionäre sowie an die Verwaltungsratsmitglieder zuzustellen.

24. Die laut AktG vorgeschriebene Frist ist für die Einberufung der Hauptversammlungen der Gesellschaft maßgeblich, sofern nicht in diesen Statuten anderes vorgesehen ist.

25. Der Verwaltungsrat kann alle sonstigen Bedingungen festlegen, die die Aktionäre einhalten müssen, um an der Hauptversammlung teilzunehmen.

26. Wenn alle Aktionäre bei der Hauptversammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert wurden, kann die Versammlung ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung stattfinden.

Ablauf der Hauptversammlungen

27. Die gesetzlichen Bestimmungen zur Beschlussfähigkeit sind für die Versammlungen der Aktionäre der Gesellschaft maßgeblich, sofern nicht in dieser Satzung anderes festgelegt ist.

28. Sofern nicht gesetzlich oder in dieser Satzung anders vorgeschrieben, werden Beschlüsse bei einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Teilnehmer gefasst.

29. Der Vorsitzende des Verwaltungsrates übernimmt den Vorsitz in jeder Hauptversammlung der Gesellschaft.

30. Wenn bei einer Versammlung der Vorsitzende nicht innerhalb von fünfzehn (15) Minuten nach der für die Abhaltung der Versammlung festgelegten Zeit anwesend ist, übernimmt der Stellvertretende Vorsitzende den Vorsitz; sofern auch dieser nicht anwesend ist, führt der Notar eine Wahl zum Vorsitzenden unter allen anwesenden und stimmberechtigten Aktionären durch.

31. Der Vorsitzende kann und muss (wenn die Versammlung dazu Anweisung erteilt) mit der Zustimmung jeder beschlussfähigen Versammlung diese vertagen, aber es dürfen bei einer vertagten Versammlung nur solche Agenden behandelt werden, die in der Versammlung, in der die Vertagung beschlossen wurde, nicht erledigt wurden. Wird eine Versammlung um fünfzehn (15) oder mehr Tage vertagt, ist die vertagte Versammlung so einzuberufen wie eine ursprüngliche Versammlung. Mit Ausnahme des vorstehend Gesagten ist es nicht erforderlich, eine Vertagung anzukündigen.

Abstimmung der Aktionäre

32. Ein Aktionär kann bei jeder Hauptversammlung Rechtshandlungen setzen, wenn er eine andere Person schriftlich zu seinem Vertreter bestellt. Vorbehaltlich eventueller Rechte oder Einschränkungen hinsichtlich einer Aktie, verfügt in einer Abstimmung jeder Aktionär und jede einen Aktionär vertretende Person über eine Stimme pro Aktie.

33. Steht eine Aktie mehreren Berechtigten zu, so haben diese eine Person zum gemeinschaftlichen Vertreter zu bestellen, der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

34. Ein Aktionär, für den vom zuständigen Gericht wegen mangelnder Geschäftsfähigkeit ein Sachwalter bestellt wurde, kann sowohl bei Abstimmung in der Hauptversammlung als auch bei schriftlicher Abstimmung durch seinen Sachwalter an der Abstimmung teilnehmen.

35. Bei einer schriftlichen Abstimmung können die Stimmen persönlich oder durch einen Vertreter abgegeben werden.

36. Die Bevollmächtigung nach Artikel 35 hat schriftlich zu erfolgen und muss vom Bestellenden oder, wenn dieser eine Gesellschaft ist, von verbindlich vertretungsbefugten Personen dieser Gesellschaft unterzeichnet sein.

37. Eine Stimmrechtsvollmacht erstreckt sich auch auf die alleinige oder mit anderen Aktionären gemeinsame Beantragung einer Abstimmung.

38. Die Gesellschaft kann die Hauptversammlung in Ton und Bild aufzeichnen.

39. In einer Hauptversammlung gefasste Beschlüsse müssen in einer Niederschrift gemäß § 111 AktG festgehalten werden.

Verwaltungsratsmitglieder

40. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geleitet, der aus mindestens drei (3) Mitgliedern besteht, die nicht Aktionäre sein müssen.

41. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Hauptversammlung gewählt, die deren Anzahl festlegt. Die Amtsperiode eines Verwaltungsratsmitglieds dauert bis zur Beendigung der Hauptversammlung, die über die Entlastung für das vierte Geschäftsjahr nach der Wahl beschließt.

42. Die Hauptversammlung kann die Höchstanzahl der zu bestellenden Verwaltungsratsmitglieder festlegen, jedoch höchstens zehn (10).

43. Die Verwaltungsratsbezüge werden jeweils von der Hauptversammlung festgelegt.

44. Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen Stellvertreter. Er kann auch einen Sekretär wählen, der nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss, der die Protokolle der Verwaltungsratsitzungen führt.

Befugnisse und Pflichten der Verwaltungsratsmitglieder

45. Der Verwaltungsrat ist mit weitestgehenden Befugnissen ausgestattet, um sämtliche Rechtshandlungen für Verwaltung und Verfügung im Interesse der Gesellschaft auszuüben. Alle nicht ausdrücklich von der Europäischen SE-Verordnung, dem Gesellschaftsrecht oder der Satzung der Hauptversammlung vorbehaltenen Befugnisse fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats.

Keine Änderung der Satzung darf vorhergehende Rechtshandlungen der Verwaltungsratsmitglieder für ungültig erklären, die gültig gewesen wären, wäre die Änderung nicht erfolgt.

Nachstehende Kategorien von Transaktionen erfordern einen ausdrücklichen Verwaltungsratsbeschluss:

(a) der Erwerb und die Veräußerung von Beteiligungen (§ 228 UGB) sowie der Erwerb, die Veräußerung und die Stilllegung von Unternehmen und Betrieben; der Erwerb und die Veräußerung jedoch nur, wenn der Wert oder An-/Verkaufspreis € 20.000 (zwanzigtausend) netto ohne Umsatzsteuer übersteigt;

(b) der Erwerb und die Veräußerung von Liegenschaften sowie die Belastung von Liegenschaften;

(c) die Errichtung und Schließung von Zweigniederlassungen;

(d) Investitionen, deren Anschaffungskosten € 20.000 (Euro zwanzigtausend) netto ohne Umsatzsteuer übersteigen;

(e) die Aufnahme von Anleihen, Darlehen und Krediten, die den Betrag von € 20.000 (Euro zwanzigtausend) übersteigen;

(f) die Gewährung von Darlehen und Krediten, wenn diese den Betrag von € 20.000 (Euro zwanzigtausend) übersteigen;

(g) die Aufnahme und zur Aufgabe von Geschäftszweigen und Produktionsarten;

(h) die Festlegung allgemeiner Grundsätze der Geschäftspolitik;

(i) die Festlegung von Grundsätzen über die Gewährung von Gewinn- oder Umsatzbeteiligungen und Pensionszusagen an leitende Angestellte im Sinne des § 80 Abs 1 AktG;

(j) die Einräumung von Optionen auf Aktien der Gesellschaft an Arbeitnehmer und leitende Angestellte der Gesellschaft oder eines mit ihr verbundenen Unternehmens sowie an Mitglieder des Vorstands und des Aufsichtsrats von verbundenen Unternehmen;

(k) die Erteilung der Prokura;

(l) der Abschluss von Verträgen mit Mitgliedern des Verwaltungsrates, durch die sich diese außerhalb ihrer Tätigkeit im Verwaltungsrat gegenüber der Gesellschaft oder einem Tochterunternehmen (§ 228 Abs 3 UGB) zu einer Leistung gegen ein nicht bloß geringfügiges Entgelt verpflichten. Dies gilt auch für Verträge mit Unternehmen, an denen ein Verwaltungsratsmitglied ein erhebliches wirtschaftliches Interesse hat;

(m) die Feststellung der Jahresabschlüsse der Gesellschaft sowie die Vorbereitung und Einberufung von Hauptversammlungen der Aktionäre.

Die in lit (a) und (d)-(f) angeführten Beträge sind derart wertgesichert, das sie für jedes Geschäftsjahr nach Maßgabe des von der Bundesanstalt Statistik Österreich veröffentlichten Index der Verbraucherpreise 2008 = 100 angepasst werden. Ausgangsgrundlage für die Wertsicherung ist die für den Monat der Errichtung dieser Satzung verlaubliche Indexzahl. Dieser Indexzahl ist jene Indexzahl gegenüberzustellen, die für den dritten Monat vor Beginn des laufenden Geschäftsjahres, in dem das Geschäft abgeschlossen wird, verlaublich wurde. Die oben angeführten Beträge sind im selben Verhältnis wie die Veränderung des Wertsicherungsindex im angeführten Zeitraum anzupassen. Die Hauptversammlung kann und soll in mehrjährigen Abständen die oben angeführten Beträge durch Satzungsänderung auf den aktuellen Geschäftsumfang und die Lage der Gesellschaft anpassen.

Befugnis zur Kreditaufnahme durch die Verwaltungsratsmitglieder

46. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, alle Befugnisse der Gesellschaft für die Aufnahme von Krediten zu Bedingungen und auf solche Weise, wie vom Verwaltungsrat einstimmig gutgeheißen, auszuüben, vorausgesetzt dass für Transaktionen, deren Verpflichtungen für die Gesellschaft den Betrag von einer Million Euro (EUR 1,000,000) überschreiten, die vorherige Genehmigung der Aktionäre einzuholen ist.

Der Verwaltungsrat kann auch Hypotheken aufnehmen, Belastungen oder übliche Sicherheiten auf das Unternehmen und dessen Eigentum, zur Gänze oder zum Teil, eingehen, und Schuldverschreibungen, Obligationen oder sonstige Wertpapiere ausgeben, gleichgültig ob ohne Bedingungen oder als Sicherheit für Schulden, Verbindlichkeiten oder Verpflichtungen der Gesellschaft, vorausgesetzt, dass dafür ein einstimmiger Beschluss des Verwaltungsrates und eine Genehmigung der Aktionäre vorliegt, sofern diese Verpflichtungen den Betrag von einer Million Euro (EUR 1,000,000) überschreiten.

Das Siegel

47. Falls die Gesellschaft über ein Siegel verfügt, darf es nur mit Genehmigung des Verwaltungsrates verwendet werden. Der Verwaltungsrat kann bestimmen, wer Rechtsinstrumente unterzeichnet, an denen das Siegel angebracht wird, und, sofern nicht anders festgelegt, ist für solche Rechtsinstrumente die Unterschrift aller Verwaltungsratsmitglieder erforderlich.

Bestellung und Abberufung von Verwaltungsratsmitgliedern

48. Verwaltungsratsmitglieder werden mit einfacher Mehrheit der bei der Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gewählt.

49. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit mit oder ohne Grund von der Hauptversammlung abberufen werden.

50. Verwaltungsratsmitglieder können nicht von anderen Verwaltungsratsmitgliedern bestellt werden, auch nicht in Falle einer Vakanz.

Verwaltungsratssitzungen

51. Vorbehaltlich der Bestimmungen der Satzung sowie der gesetzlichen Bestimmungen können die Verwaltungsratsmitglieder ihre Sitzungen und Vorgangweise in ihrem eigenen Ermessen festlegen. Mindestens alle zwei (2) Monate hat der Verwaltungsrat mit Einberufung durch den Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einberufung genannten Ort zusammenzutreten.

52. Jedem Verwaltungsratsmitglied ist mindestens acht (8) Tage vor dem Sitzungstermin dieser schriftlich bekanntzugeben, außer in Notfällen, in denen die Art und der Grund des Notfalls in der Einberufung bekanntzugeben ist. Diese Einberufung kann im Falle der Zustimmung jedes Verwaltungsratsmitglieds, die schriftlich oder per e-mail oder Fax, oder mit sonstigen Kommunikationsmitteln erfolgen kann, entfallen. Eine besondere Einberufung für eine Verwaltungsratssitzung ist nicht erforderlich, wenn deren Ort und Zeitpunkt in einem früheren Verwaltungsratsbeschluss festgelegt wurde.

Einberufungen aller Verwaltungsratssitzungen können per Fax, e-mail oder mit sonstigen elektronischen Mitteln erfolgen.

53. Der Vorsitzende leitet alle Verwaltungsratssitzungen, in seiner Abwesenheit der Stellvertreter. Ist auch dieser abwesend, kann der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied zum Vorsitzenden pro tempore dieser Sitzung mittels Mehrheitsvotum der bei einer derartigen Sitzung Anwesenden bestellen.

54. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann ein anderes Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft zu seinem Stellvertreter für die Teilnahme an einer einzelnen Verwaltungsratssitzung bestellen, das für ihn gemäß den von jenem Verwaltungsratsmitglied erteilten Anweisungen an der Abstimmung teilnimmt, oder, falls keine solchen Weisungen vorliegen, im Ermessen des Vertreters. Der Vertreter ist schriftlich zu bestellen, die diesbezügliche Vollmacht ist beim Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung, bei der sie Verwendung findet, vor Beginn der Sitzung zu hinterlegen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

55. Einzelne Verwaltungsratsmitglieder können an Sitzungen des Verwaltungsrates teilnehmen im Wege einer Videokonferenz oder anderer Kommunikationsmittel, die deren Identifikation ermöglichen. Diese Kommunikationsmittel müssen technisch die Voraussetzung erfüllen, dass an der Sitzung teilgenommen werden kann, und die Erörterungen müssen ohne Unterbrechung übertragen werden. Die Teilnahme an einer Sitzung auf diese Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung. Die mittels solcher Kommunikationsmittel abgewickelte Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

56. Eine Verwaltungsratssitzung ist beschlussfähig, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend sind. Vertretene Verwaltungsratsmitglieder werden für die Beschlussfähigkeit mitgezählt.

57. Bei einer Sitzung auftretende Fragen werden mit der Mehrheit der Stimmen der Verwaltungsratsmitglieder entschieden. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

58. die Verwaltungsratsmitglieder sorgen für die Anfertigung von Protokollen in Buchform zwecks Aufzeichnung:

(d) aller von den Verwaltungsratsmitgliedern ernannten leitenden Angestellten;

(e) der Namen der Verwaltungsratsmitglieder oder deren Vertreter, die bei jeder Verwaltungsratssitzung anwesend sind;

(f) sämtlicher Beschlüsse und Vorgänge bei allen Verwaltungsratssitzungen.

59. Die Protokolle der Verwaltungsratssitzung sind vom Vorsitzenden, bei dessen Abwesenheit vom stellvertretenden Vorsitzenden, oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern zu unterzeichnen. Kopien oder Auszüge aus diesen Protokollen, die bei gerichtlichen Verfahren oder anderweitig vorgelegt werden, sind vom Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern zu unterzeichnen.

60. Der Verwaltungsrat kann, Einstimmigkeit vorausgesetzt, Umlaufbeschlüsse erlassen, wenn die Verwaltungsratsmitglieder ihre Zustimmung dazu schriftlich durch Brief, Fax, e-mail oder mit sonstigen Kommunikationsmitteln zum Ausdruck bringen. Die Gesamtheit stellt das Protokoll dar, das die Beschlüsse belegt.

Unterschriftsvollmacht - Delegation der Verwaltungsratsbefugnisse

61. Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat und die geschäftsführenden Direktoren gerichtlich und außergerichtlich vertreten. Sämtliche Mitglieder des Verwaltungsrats und die geschäftsführenden Direktoren sind nur gemeinsam zur Vertretung der Gesellschaft befugt.

62. Der Verwaltungsrat kann einzelne Mitglieder oder geschäftsführende Direktoren zur Vornahme bestimmter Geschäfte oder bestimmter Arten von Geschäften ermächtigen.

63. Die Gesellschaft kann auch Spezialvollmacht erteilen.

Geschäftsführende Direktoren - Bestellung und Abberufung

63a. Der Verwaltungsrat hat einen oder mehrere geschäftsführende Direktoren auf die Dauer von höchstens fünf Jahren zu bestellen. Mitglieder des Verwaltungsrates können zu geschäftsführenden Direktoren bestellt werden, wenn die Mehrheit des Verwaltungsrates weiterhin aus nicht geschäftsführenden Mitgliedern besteht.

63b. Wird ein geschäftsführender Direktor auf eine bestimmte längere Zeit, auf unbestimmte Zeit oder ohne Zeitangabe bestellt, ist die Bestellung fünf Jahre wirksam. Eine wiederholte Bestellung ist zulässig; sie bedarf jedoch zu ihrer Wirksamkeit der schriftlichen Bestätigung durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrates. Dies gilt sinngemäß für den Anstellungsvertrag.

Werden Dritte zu geschäftsführenden Direktoren bestellt, gilt für sie § 75 Abs 2 AktG entsprechend.

63c. Geschäftsführende Direktoren können jederzeit durch Beschluss des Verwaltungsrates abberufen werden. Für die Ansprüche aus dem Anstellungsvertrag gelten die allgemeinen Bestimmungen.

63d. Geschäftsführende Direktoren unterliegen dem Wettbewerbsverbot gemäß § 79 AktG, sofern der Verwaltungsrat nichts anderes beschließt. Kredite dürfen an geschäftsführende Direktoren und deren Angehörige nur mit vorheriger Zustimmung des Verwaltungsrates gewährt werden; § 80 AktG gilt sinngemäß.

Aufgaben der Geschäftsführenden Direktoren

63e. Die geschäftsführenden Direktoren führen die laufenden Geschäfte der Gesellschaft. Gesetzlich dem Verwaltungsrat zugewiesene Aufgaben können nicht auf die geschäftsführenden Direktoren übertragen werden. Sind mehrere geschäftsführende Direktoren bestellt, so sind sie nur gemeinschaftlich zur Geschäftsführung befugt.

63f. Werden mehrere Personen zu geschäftsführenden Direktoren bestellt, so kann der Verwaltungsrat ein Mitglied zum Vorsitzenden ernennen. Bei Stimmgleichheit unter den geschäftsführenden Direktoren gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

63g. Die geschäftsführenden Direktoren bedürfen für die in Artikel 45. angeführten Geschäfte und Maßnahmen der vorherigen Zustimmung des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat kann auch anordnen, dass bestimmte weitere Arten von Geschäften nur mit seiner Zustimmung vorgenommen werden sollen.

Berichtspflichten des Verwaltungsrates und der geschäftsführenden Direktoren

63h. Der Verwaltungsrat hat der Hauptversammlung mindestens einmal jährlich über die laufenden Geschäfte der Gesellschaft zu berichten sowie die künftige Entwicklung der Vermögens-, Finanz- und Ertragslage anhand einer Vorschaurechnung darzustellen (Jahresbericht). Die geschäftsführenden Direktoren haben weiters dem Verwaltungsrat regelmäßig, mindestens vierteljährlich, über den Gang der Geschäfte und die Lage des Unternehmens im Vergleich zu Vorschaurechnungen unter Berücksichtigung der künftigen Entwicklung zu berichten (Quartalsbericht). Bei wichtigem Anlass ist dem Vorsitzenden des Verwaltungsrates unverzüglich zu berichten; ferner ist über Umstände, die für die Rentabilität oder Liquidität der Gesellschaft von erheblicher Bedeutung sind, dem Verwaltungsrat unverzüglich zu berichten (Sonderbericht). § 81 Abs 2 AktG gilt sinngemäß.

63i. Der Verwaltungsrat kann von den geschäftsführenden Direktoren jederzeit einen Bericht über die Angelegenheiten der Gesellschaft einschließlich ihrer Beziehungen zu einem Konzernunternehmen verlangen. Auch ein einzelnes Mitglied kann einen Bericht, jedoch nur an den Verwaltungsrat als solchen, verlangen; lehnen die geschäftsführenden Direktoren die Berichterstattung ab, so kann der Bericht nur dann verlangt werden, wenn ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates das Verlangen unterstützt. Der Vorsitzende des Verwaltungsrates kann einen Bericht auch ohne Unterstützung eines anderen Verwaltungsratsmitglieds verlangen.

Prüfung der Gesellschaft

64. (gelöscht)

Geschäftsjahr, Bilanz

65. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember.

65a. Die geschäftsführenden Direktoren haben in den ersten fünf Monaten des Geschäftsjahres für das vergangene Geschäftsjahr den um den Anhang erweiterten Jahresabschluss und einen allfälligen Konzernabschluss sowie einen Lagebericht und einen allfälligen Konzernlagebericht aufzustellen und den Mitgliedern des Verwaltungsrats vorzulegen.

65b. Der Verwaltungsrat hat den Jahresabschluss und den Konzernabschluss, den Vorschlag für die Gewinnverteilung sowie den Jahresbericht und den Konzernlagebericht zu prüfen und sich innerhalb von zwei Monaten nach Vorlegung durch die geschäftsführenden Direktoren darüber zu erklären. Der Verwaltungsrat hat der Hauptversammlung darüber zu berichten.

65c. In dem Bericht hat der Verwaltungsrat mitzuteilen, in welcher Art und in welchem Umfang er die Geschäftsführung der Gesellschaft während des Geschäftsjahrs geprüft hat, welche Stelle den Jahresabschluss (Konzernabschluss) und den Lagebericht (Konzernlagebericht) geprüft hat und ob diese Prüfungen nach ihrem abschließenden Ergebnis zu wesentlichen Beanstandungen Anlass gegeben haben.

65d. Billigt der Verwaltungsrat den von den geschäftsführenden Direktoren vorgelegten Jahresabschluss, so ist dieser festgestellt.

65e. Entscheidet sich der Verwaltungsrat für die Feststellung durch die Hauptversammlung oder billigt er den Jahresabschluss nicht, so hat er unverzüglich die Hauptversammlung zur Feststellung des Jahresabschlusses einzuberufen. § 125 Abs 4 bis 6 AktG gilt sinngemäß.

66. Von dem um einen Verlustvortrag geminderten Jahresüberschuss der Gesellschaft sind nach Berücksichtigung der Veränderung unverteilter Rücklagen fünf Prozent (5 %) der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zuzuführen. Diese Zuführung ist nicht mehr erforderlich, sobald und solange diese Rücklage zehn Prozent (10 %) des Grundkapitals beträgt. Die Hauptversammlung wird nach Vorschlag des Verwaltungsrates über die Gewinnverteilung beschließen.

Dividenden

67. Vorbehaltlich der gesetzlichen Bestimmungen kann die Hauptversammlung Dividenden gemäß den entsprechenden Rechten der Aktionäre beschließen.

68. (gelöscht)

69. Die geschäftsführenden Direktoren können, bevor sie einen Vorschlag für die Gewinnverteilung vorlegen, eine Empfehlung abgeben, den Bilanzgewinn ganz oder teilweise von der Verteilung auszuschließen.

70. Dividenden können per Scheck im Postversand an die eingetragene Adresse des Aktionärs oder die berechtigte Person bezahlt werden. Jeder derartige Scheck ist an die Order der Person zahlbar zu stellen, an die er gesandt wird, oder an die Order einer Person, die der Aktionär oder die anspruchsberechtigte Person angibt.

71. Der Verwaltungsrat kann bei der Bezahlung von Dividenden an die Aktionäre gemäß vorstehenden Bestimmungen solche Zahlungen in Geld oder in Sachleistungen durchführen.

72. Dividenden sind ausschließlich aus Gewinnen oder, vorbehaltlich der gesellschaftsrechtlichen Beschränkungen, aus Rücklagenkonten zu bezahlen.

73. Dividenden sind nicht zu Lasten der Gesellschaft verzinslich.

Kapitalisierung von Gewinnen

74. Die Hauptversammlung kann den Bilanzgewinn ganz oder teilweise von der Verteilung ausschließen.

75. Die geschäftsführenden Direktoren haben die Änderungen des Jahresabschlusses, die hierdurch nötig werden, vorzunehmen.

Schadloshaltung

76. Jedes jeweilige Verwaltungsratsmitglied, Vertreter, Sekretär oder sonstiges Organ der Gesellschaft und deren persönliche Vertreter sind schad- und klaglos zu halten aus dem Vermögen und Kapital der Gesellschaft für alle Klagen, Verfahren, Kosten, Belastungen, Spesen, Verluste, Schäden oder Verbindlichkeiten, die sie bei oder in Zusammenhang mit der rechtmäßigen und sorgfältigen Führung der Geschäfte der Kapitalisierung von Gewinnen

Gesellschaft eingehen oder erleiden, oder in der rechtmäßigen und sorgfältigen Ausführung oder Erledigung seiner Pflichten, Befugnisse, Vollmachten oder Ermessensentscheidungen, einschließlich, ohne Beeinträchtigung der Allgemeingültigkeit des Vorhergesagten, für alle Kosten, Spesen, Verluste oder Verbindlichkeiten die ihm bei der sorgfältig geführten Verteidigung (gleichgültig ob erfolgreich oder nicht) in Zivilverfahren, die die Gesellschaft oder ihre Angelegenheiten betreffen, bei allen Gerichten, gleichgültig ob in Österreich oder anderswo, erwachsen.

77. Hinsichtlich der Sorgfaltspflicht und Verantwortlichkeit der Verwaltungsratsmitglieder und der geschäftsführenden Direktoren gegenüber der Gesellschaft gelten die §§84 und 99 AktG sinngemäß.

Abwicklung

78. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft ist die Abwicklung von einem oder mehreren Abwicklern vorzunehmen, die natürliche oder juristische Personen sein können und von der Hauptversammlung bestellt werden, die diese Auflösung beschließt und die deren Befugnisse und Entlohnung festlegt.

Abänderung der Satzung

79. Die Satzung kann durch Hauptversammlungsbeschluss der Aktionäre gemäß §§ 145 f AktG abgeändert werden.

Schlussbestimmung

80. Sollte eine Bestimmung der Satzung nach österreichischem Recht als rechtswidrig, ungültig oder nicht vollstreckbar gelten, gilt diese Bestimmung als vollkommen für sich allein gestellt und die Satzung ist so auszulegen und zu vollstrecken, als ob eine solche gesetzwidrige, ungültige oder nicht vollstreckbare Bestimmung niemals in der Satzung enthalten gewesen wäre. Die übrigen Bestimmungen der Satzung bleiben voll rechtsgültig und werden von der rechtswidrigen, ungültigen oder nicht vollstreckbaren Bestimmung oder durch deren Einzelstellung in der Satzung nicht berührt. Im übrigen ist für jede derartige rechtswidrige, ungültige oder nicht vollstreckbare Bestimmung eine ähnliche Bestimmung in die Satzung aufzunehmen, die rechtmäßig, rechtsgültig und vollstreckbar ist.

81. Betreffend alle nicht in der Satzung geregelten Angelegenheiten werden die Aktionäre auf das österreichische Gesellschaftsrecht und die Europäische SE-Verordnung verwiesen.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. GUDMANSSON, F.-X. LANES, K. ALBERT et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 novembre 2008. LAC/2008/47655. Reçu douze euros €12,-.

Le Receveur (signé): SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 10 décembre 2008.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2009000549/7241/801.

(080189959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

HMD Investissements S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34B, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 109.703.

L'an deux mille huit, le premier décembre.

Par-devant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de la société anonyme "HMD INVESTISSEMENTS S.A.", (ci-après la "Société"), ayant son siège social à L-2340 Luxembourg, 34B, rue Philippe II, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, section B, sous le numéro 109.703, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 26 juillet 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1375 du 13 décembre 2005.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Yvon HELL, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

Le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Blanche DA ROCHA, employée privée, demeurant professionnellement à L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Frédéric FELLER, employé privé, demeurant professionnellement à L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

Le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,- EUR) chacune, intégralement libérées, représentant l'intégralité du capital social de trente et un mille euros (31.000,- EUR) sont présentes ou dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit.

Ladite liste de présence, portant les signatures de l'actionnaire unique et des membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal, ensemble avec les procurations, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Constatation que la Société n'a plus qu'un actionnaire unique.

2. Refonte complète des statuts en vue de les mettre en conformité avec les dispositions actuelles de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et notamment afin de les mettre en concordance avec la loi du 25 août 2006 ayant prévu la société anonyme unipersonnelle.

3. Révocation des administrateurs actuels.

4. Nomination d'un administrateur unique.

5. Divers.

L'Assemblée Générale, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et reconnu qu'elle était régulièrement constituée, aborde les points précités de l'ordre du jour et prend, après délibération, les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

Première résolution

L'assemblée constate qu'à l'heure actuelle la Société n'a plus qu'un associé unique.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions actuelles de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et notamment afin de les mettre en concordance avec la loi du 25 août 2006 ayant prévu la société anonyme unipersonnelle.

Lesdits STATUTS auront désormais la teneur suivante:

I.- Nom, Durée, Objet, Siège social

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de "HMD INVESTISSEMENTS S.A.", régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la vente d'immeubles et de tous droits immobiliers, la prise respectivement la mise en location de biens meubles et immeubles, la gérance ou la gestion d'immeubles ou de patrimoines immobiliers uniquement pour son propre compte.

La Société a, en outre, pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possèdera, l'acquisition, la cession et la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou les sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la société.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires.

II.- Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III.- Assemblées générales des actionnaires - Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 2^{ème} mardi du mois de juin à 16.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV.- Conseil d'Administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera

en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

V.- Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI.- Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces Statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII.- Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII.- Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX.- Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Troisième résolution

L'actionnaire unique décide, par vote spécial, de donner décharge aux anciens administrateurs de la Société, à savoir Mesdames Géraldine LOPEZ et Isabelle BOEZ et Monsieur Dominique DELABY, pour leur activité de gestion jusqu'en date de ce jour.

Quatrième résolution

L'actionnaire unique nomme Madame Isabelle BOEZ, employée privée, née à Fourmies (France), le 1^{er} avril 1967, demeurant à L-2522 Luxembourg, 16, rue Guillaume Schneider, comme administrateur unique avec effet à partir de ce jour, son mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2014.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes s'élèvent approximativement à la somme de mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: HELL - DA ROCHA - FELLER - J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 10 décembre 2008. Relation GRE/2008/4936. Reçu Douze euros 12,- €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 17 décembre 2008.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2008159154/231/233.

(080188132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Caryatide S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 43, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 92.559.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 4 décembre 2008, le tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société Caryatide S.à r.l., avec siège social à 43, rue Goethe, L-1637 Luxembourg.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Gilles Mathay, juge, et liquidateur Me Delphine Calonne, avocat demeurant à Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Pour extrait conforme

Delphine Calonne

Le liquidateur

Référence de publication: 2008158026/250/20.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05432. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Malex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 109.959.

In the year two thousand eight, on the sixteenth of December,

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing at Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an extraordinary General Meeting of the shareholders of "MALEX S.à r.l.", a "société à responsabilité limitée", established in L-2419 Luxembourg, 3, Rue du Fort Rheinsheim, R.C. Luxembourg section B number 109959, incorporated by deed of notary André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, on the 20th of July 2005, published in the Luxembourg Memorial C number 1448 as at December 23rd, 2005.

The meeting is presided by Mrs Marianne GOEBEL, Lawyer, residing in Luxembourg.

The Chairman appointed as secretary Mr René DEMOULIN, Finance Director, residing in Arlon (Belgium).

The meeting elected as scrutineer M^e Julien RODRIGUES, Lawyer, residing in Luxembourg.

The Chairman declared and requested the notary to act:

1. - That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on the attendance list, signed by the Chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be registered with this minute.

2. - As appears from the attendance list, the 100 (one hundred) shares representing the whole capital of the corporation are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

3. - That the agenda of the present extraordinary general meeting is the following:

Agenda

1. Dissolution and liquidation of the company.
2. Nomination of a liquidator of the company.
3. Determination of the powers conferred upon the liquidator.
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to dissolve the company and to put it into liquidation.

Second resolution

The meeting decides to appoint as liquidator: Mr René DEMOULIN, Finance Director, residing in Arlon (Belgium).

Third resolution

The liquidator has the broadest powers for the exercise of his mission, especially those indicated in Articles 144 to 148 of the Luxembourg law of August 10th, 1615 on commercial companies as amended.

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg.

On the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le seize décembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, soussignée.

Se réunit l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires de la société à responsabilité limitée "MALEX SARL", ayant son siège social à L-2419 Luxembourg, 3, Rue du Fort Rheinsheim, inscrite au Registre de Commerce et des sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 109 959, constituée suivant acte reçu en date par Me André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, du 20 juillet 2005, publié au Mémorial C numéro 1448 du 23 décembre 2005.

La séance est ouverte sous la présidence de Maître Marianne GOEBEL, Avocat, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur René DEMOULIN, Directeur Financier, demeurant à Arlon (Belgique).

L'assemblée choisit comme scrutateur Maître Julien RODRIGUES, Avocat, demeurant à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

1. - Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant soussigné. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

2. - Qu'il appert de cette liste de présence que les 100 (cent) actions représentant l'intégralité du capital social, sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

3. - Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Dissolution et liquidation de la société.
2. Nomination d'un liquidateur de la société.
3. Détermination des pouvoirs conférés au liquidateur.
4. Divers.

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre la société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur de la société:

Monsieur René DEMOULIN, directeur financier, demeurant à Arlon (Belgique).

Troisième résolution

Le liquidateur a les pouvoirs les plus larges pour effectuer sa mission, et plus spécialement ceux indiqués aux articles 144 jusque 148 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, Notaire, la présente minute.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande des comparants le présent acte est en langue anglaise, suivi d'une traduction française.

A la demande des comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Signé: M. Goebel, R. Demoulin, J. Rodrigues, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Al. A.C., le 17 DEC. 2008 Relation: EAC/2008/15431. Reçu douze euros 12,- €.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 19 décembre 2008.

Blanche MOUTRIER.

Référence de publication: 2009000701/272/91.

(080189808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Security Capital (EU) Management Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 51.782.

In the year two thousand and eight, on the fourth of December,

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of Security Capital (EU) Management Holdings S.A., a société anonyme, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under Section B number 51 782, incorporated pursuant to a deed of the notary Camille Hellinckx, residing in Luxembourg on 7 July 1995, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 26 August 1995, number 409 (hereinafter referred to as the "Company").

The articles of association have been modified for the last time pursuant to a deed of the Maître Frank Baden on 29 June 1999, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 29 September 1999, number 724.

The meeting was opened at 11.30 a.m. with Mr Manfred Hoffmann, lawyer, professionally residing in Luxembourg, being in the chair.

The chairman appointed as secretary of the meeting Ms Susanne Krapp, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Ms. Sonja Schuller, employee, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the meeting is the following:

1. Modification of the date of the annual general meeting of shareholders from the last Wednesday of April at 10.30 a.m. to the last Wednesday of June at 10.30 a.m.;

2. Subsequent amendment of article 8, paragraph 1, of the Articles of Association of the Company;

3. Miscellaneous.

II.- That the shareholders present or represented, as well as the number of shares held by them are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialled *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III.- That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV.- That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on the items of the agenda. After approval of the statement of the chairman and having verified that it was regularly constituted, the general meeting took unanimously the following resolutions:

First resolution

The meeting resolves to amend the date of the annual general meeting of the Company from the last Wednesday of April at 10.30 a.m. to the last Wednesday of June at 10.30 a.m.

Second resolution

As a consequence of the previous resolution, the meeting resolves to amend the first paragraph of Article 8 of the articles of association of the Company in order to give it the following wording:

" **Art. 8.** The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Wednesday of June at 10.30 a.m. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day."

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document. There being no further business the meeting is closed.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present is worded in English followed by a French version; at the request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing, the members of the board signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le quatre décembre,

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de Security Capital (EU) Management Holdings S.A., une société anonyme ayant son siège social à 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la Section B numéro 51 782, formée suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, notaire, résidant à Luxembourg, en date du 7 juillet 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 26 août 1995, numéro 409 (ci après la "Société").

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Frank Baden en date du 29 juin 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 29 septembre 1999, numéro 724.

L'assemblée est ouverte à 11.30 sous la présidence de M^e Manfred Hoffmann, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire M^e Susanne Krapp, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Mme Sonja Schuller, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour

1. Modification de la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires du dernier mercredi du mois d'avril à dix heures trente au dernier mercredi du mois de juin à dix heures trente;

2. Modification subséquente de l'Article 8, paragraphe 1, des Statuts de la Société;

3. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, cette liste de présence, après avoir été signée par les mandataires des actionnaires représentés et le bureau de l'assemblée, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations émises par les actionnaires représentés, signées "ne varietur" par le comparant, demeureront également annexées aux présentes.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présent ou représenté à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut en conséquence valablement délibérer sur les points figurant à l'ordre du jour.

Après approbation des déclarations du Président et avoir vérifié qu'elle était valablement constituée, l'assemblée approuve à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires du dernier mercredi du mois d'avril à dix heures trente au dernier mercredi du mois de juin à dix heures trente.

Deuxième résolution

Suite à la précédente résolution, l'assemblée décide de modifier le premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 8.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le dernier mercredi du mois de juin à dix heures trente. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit."

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. HOFFMANN, S. KRAPP, S. SCHULLER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2008. Relation: LAC/2008/49104. Reçu douze euros (12€).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR COPIE CONFORME - délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Luxembourg, le 12 décembre 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009000767/242/110.

(080189305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Androclès, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 84.323.

Le bilan au 31 décembre 2004 dûment approuvé a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

Androcles S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008158368/7491/15.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04950. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

A-Trade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7237 Helmsange, 29, rue Jean Mercatoris.

R.C.S. Luxembourg B 30.783.

L'an deux mille huit, le douze novembre.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "A-TRADE S.A.", ayant son siège social à L-7201 Walferdange, 150, Route de Diekirch, R.C.S. Luxembourg section B numéro 30.783, constituée suivant acte reçu le 7 juin 1989, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 308 du 28 octobre 1989.

L'assemblée est présidée par Monsieur Bernard ELVINGER, administrateur de sociétés, demeurant à Helmsange.

Le président désigne comme secrétaire Madame Heike ZIMMER, administratrice de société, demeurant à Helmsange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Heike ZIMMER, prénommée.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les 14.250 (quatorze mille deux cent cinquante) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

- 1.- Changement de Vannée sociale.
- 2.- Modification afférente de l'article 8 des statuts.
- 3.- Transfert du siège social de la société à l'adresse suivante: L-7237 Helmsange, 29, Rue Jean Mercatoris.
- 4.- Modification afférente du 2^{ème} paragraphe de l'article 1^{er} des statuts.
- 5.- Nominations statutaires.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide que l'année sociale débutera dorénavant le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre.

L'année sociale en cours, qui a commencé le 12 avril 2008, se clôturera donc le 31 décembre 2008.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 8 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

"L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année."

Troisième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société à l'adresse suivante: L-7237 Helmsange, 29, Rue Jean Mercatoris.

Quatrième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le 2^{ème} paragraphe de l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:

"Le siège social est établi à Helmsange - Commune de Walferdange."

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission, avec décharge entière et définitive, des administrateurs et commissaires aux comptes, actuellement en fonction.

Sixième résolution

L'assemblée décide de nommer comme nouveaux administrateurs:

1) Monsieur Bernard ELVINGER, administrateur de sociétés, demeurant à Helmsange; également administrateur-délégué;

2) Monsieur François ELVINGER, industriel, demeurant à Luxembourg;

3) Madame Heike ZIMMER, administratrice de sociétés, demeurant à Helmsange.

Leur mandat se terminera lors de l'assemblée générale de 2013.

Septième résolution

L'assemblée décide de nommer comme nouveau commissaire aux comptes: Monsieur Marcel STEPHANY, expert comptable, demeurant à Béréldange.

Son mandat se terminera lors de l'assemblée générale de 2013. Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: B. ELVINGER, H. ZIMMER, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 14 novembre 2008. Relation: LAC/2008/45988. Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2009000697/211/68.

(080189932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Inter-Garage S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4390 Pontpierre, 70A, rue de l'Europe.

R.C.S. Luxembourg B 114.747.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale ordinaire, tenue en date du 6 octobre 2008, que:

L'assemblée a réélu en qualité de gérant technique pour une durée indéterminée:

- Monsieur Bruno Miguel FREITAS DA SILVA, gérant technique, né le 12 avril 1979 à Azurem-Guimaraes (Portugal), demeurant à L-2155 Luxembourg, 87, Muehlenweg.

L'assemblée a réélu en qualité de gérant administratif pour une durée indéterminée:

- Monsieur Jorge MATIAS CORDEIRO, gérant administratif, né le 24 juillet 1957 à Almagreira / Pombal (Portugal), demeurant à F-57570 MONDORFF, 4, Altwies.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008158342/1123/20.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2008, réf. LSO-CX02359. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Biday Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 140.581.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises lors de l'assemblée générale de l'actionnaire unique de la Société en date du 10 décembre 2008 que:

- La démission de Monsieur Philippe Morales de ses fonctions d'administrateur unique de la Société avec effet au 5 décembre 2008 a été acceptée.

- A été nommé aux fonctions d'administrateur unique de la Société avec effet au 5 décembre 2008:

Monsieur Vittorio Benatti, avec adresse privée à Via Ai Fiori, 1, CH-6924 Lugano, Suisse.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire de l'actionnaire unique de la Société qui se tiendra en 2014.

Pour extrait, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/12/2008.

Pour la Société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008158348/9219/23.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX06974. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Evrax Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 105.615.

Suite au Conseil d'Administration tenu en date du 2 décembre 2008, il a été décidé:

- d'accepter la démission de M. Alexander Frolov en tant que Président du Conseil d'Administration de la Société avec effet au 1^{er} décembre 2008;

- de nommer en son remplacement, M. Alexander Abramov, né le 20 février 1959 à Krasdonar (Russie), résidant professionnellement Dolgorukovskaya 15, building 4 and 5, 127006 Moscou (Russie) avec effet au 1^{er} décembre et jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale approuvant les comptes au 31 décembre 2008;

- de confirmer que M. Alexander Frolov demeure Administrateur Délégué de la Société jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale approuvant les comptes au 31 décembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Pour avis conforme
TMF Management Luxembourg S.A.
Domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2008158157/805/23.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05209. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.